



**SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE
MIXTE
et SOCIÉTÉS PUBLIQUES
LOCALES D'AMÉNAGEMENT**

de la VILLE DE PARIS

Exercice **2011**

IMMOBILIER

4-13

- 4 Société de gérance d'immeubles municipaux (SGIM)
- 6 Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP)
- 8 Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP)
- 10 Société anonyme d'économie mixte immobilière interdépartementale de la région parisienne (SEMIDEP)
- 12 Société de requalification des quartiers anciens (Soreqa)

AMÉNAGEMENT

14-23

- 14 Société d'économie mixte Paris Seine (SEMPARISEINE)
- 16 Société d'économie mixte d'aménagement de l'est de Paris (SEMAEST)
- 18 Société d'études, de maîtrise d'ouvrage et d'aménagement parisienne (SEMAPA)
- 20 Société d'économie mixte d'aménagement de la Ville de Paris (SEMAVIP)
- 22 Paris Batignolles Aménagement - SPLA

SERVICES

24-39

- 24 Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement de la Ville de Paris (SAEMES)
 - 26 Société anonyme d'économie mixte locale des pompes funèbres de la Ville de Paris (SAEMPF)
 - 28 Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) Parisienne de Photographie
 - 30 Société d'exploitation de la tour Eiffel (SETE)
 - 32 Société anonyme d'exploitation du Palais omnisports de Paris-Bercy (SAEPOPB)
 - 34 SOGARIS
 - 36 Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU)
 - 38 Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS)
- 40 Tableau des chiffres significatifs en 2011

Les Sociétés d'économie mixte et les Sociétés publiques locales prolongent significativement l'action de notre collectivité pour mieux répondre aux besoins des Parisiens et contribuer au dynamisme de Paris.

Acteurs indispensables, elles ont poursuivi en 2011 une activité très soutenue dans tous leurs secteurs d'intervention. Elles mettent en œuvre notre politique d'investissement volontariste et participent pleinement à la réalisation de nos engagements de mandature pour le logement, le développement économique, l'aménagement et la création de nouveaux quartiers.

Dans un contexte économique difficile, ces sociétés contribuent à soutenir l'activité et garantissent également des offres de services publics de qualité.

Ainsi, et conformément à nos priorités, les SEM immobilières ont encore joué en 2011 un rôle primordial dans la production des logements sociaux.

Les SEM d'aménagement ont poursuivi la concrétisation d'étapes importantes pour la mise en œuvre des grands projets urbains de la capitale tels que le réaménagement des Halles, les opérations Boucicaut, Paris Nord-Est et Clichy-Batignolles ou encore la vaste opération Paris Rive Gauche.

L'année 2011 reflète donc une fois encore les maîtres-mots qui caractérisent pleinement l'action des SEM et des SPL parisiennes : services aux Parisiens, efficacité de gestion, engagement social et environnemental.

À toutes celles et ceux qui, au sein de ces sociétés, s'investissent chaque jour au service de la Ville et de ses habitants, j'exprime, au nom de Paris, ma gratitude et ma confiance.

Bertrand Delanoë, Maire de Paris



Les SEM et SPL sont des opérateurs essentiels de l'action de la Ville. La collectivité parisienne est leur actionnaire majoritaire ou exclusif, ce qui permet d'allier performance économique et intérêt public dans les activités et les projets qu'elles mènent pour Paris et les Parisiens.

Dans un contexte économique et financier difficile en 2011, et tout en maintenant une gestion saine et prudente, je me réjouis que ces sociétés aient su maintenir une activité très soutenue dans tous leurs champs d'interventions : le logement social, l'aménagement urbain et les services publics indispensables à la vie quotidienne.

Ainsi, ces dix-huit sociétés, qui emploient 3 600 salariés, ont généré en 2011 un chiffre d'affaires global de 1,75 milliard d'euros et ont poursuivi la dynamique d'investissements qui traduisent les projets et l'action de la Ville.

Ces sociétés constituent aussi des outils de développement d'expertises et d'innovations qui répondent de façon opérationnelle aux enjeux portés par la Ville. Ainsi la SAEPOPB a été retenue par la Ville en 2011 pour mener la rénovation ambitieuse du POPB.

Par ailleurs, la Ville de Paris actionnaire a continué à accompagner les évolutions de ses sociétés pour les rendre toujours plus efficaces dans leurs secteurs d'activité, avec notamment la mise en place de plusieurs sociétés publiques locales comme Paris Batignolles Aménagement ou la SEMAPA.

Vous trouverez, dans cette brochure, tous les éléments utiles à la bonne compréhension des missions et des réalisations des SEM et des SPL parisiennes. Elles démontrent chaque jour que notre partenariat est un levier indispensable à l'action politique municipale.

**Bernard Gaudillère, Adjoint au Maire de Paris
Chargé du budget, des finances et du suivi des SEM**



HISTORIQUE

- 1931** Création de la SGIM dans le cadre des décrets-lois Poincaré de 1926 qui autorisaient la participation minoritaire des communes aux sociétés commerciales ayant pour vocation la construction de logements sociaux. La SGIM s'est constituée afin d'assurer l'exécution d'une convention avec la Ville de Paris dont l'objet était la construction et la gestion d'immeubles.
- 1986** Prolongation jusqu'en 2006 de la convention d'origine de 1931.
- 1992** Signature avec la Ville de Paris d'une convention-cadre pour la construction et la gestion de nouveaux programmes de logements locatifs.
- 2002** Modification des statuts conformément à la loi NRE du 15 mai 2001 et à celle du 2 janvier 2002 tendant à la modernisation des SEM locales. Dissociation des fonctions de président de conseil d'administration et de directeur général.
- 2006** Échéance de la convention de 1931 et poursuite de la gestion des logements dans le cadre d'un bail emphytéotique avec la Ville. Prise de participation majoritaire de la Ville de Paris dans le capital social de la société.
- 2007** Premier exercice complet dans le cadre de la nouvelle gouvernance de la société.
- 2008** Transfert de l'activité de gestion locative et de construction de logements de la SemPariSeine à la SGIM, portant sur 1 917 logements. Résiliation par anticipation des conventions de gestion conclues avec la Ville de Paris et l'AP-HP.
- 2009** En raison de la résiliation des conventions de gestion avec la Ville et l'AP-HP, l'exploitation des logements est désormais sous la seule responsabilité de la SGIM.

Adresse :
58 quai de Jemmapes
75010 Paris
Tél. : 01 44 53 26 50

Site : www.sgim-paris.fr

Date de création :
1931

Capital : 864 042 €

Président :
Jean-Yves Mano

Directeur général :
Olivier Leblanc

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :
construction, gestion et entretien d'immeubles

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	87 518	85 922	Ressources propres et quasi-fonds propres	251 375	212 822
Immobilisations corporelles	605 511	582 769	Ressources d'emprunts	527 895	504 833
Immobilisations financières	563	676	Total des capitaux permanents	779 270	717 655
Total actif immobilisé net	693 592	669 367	Dettes d'exploitation et divers	22 532	26 160
Stocks nets	0	0	Autres dettes	18 140	30 314
Actifs d'exploitation et actifs divers	62 712	38 988	Total des dettes d'exploitation et à court terme	40 672	56 474
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	66 011	68 276	Produits constatés d'avance	3 533	4 143
Total actif circulant net	128 723	107 264	Total passif	823 475	778 272
Charges à répartir	1 160	1 641			
Total actif	823 475	778 272			

La structure financière de la SGIM est satisfaisante. Les hausses significatives des postes principaux du bilan (immobilisations corporelles et capitaux permanents) témoignent de l'effort de production de logements sociaux.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	122 917	126 294	Charges d'exploitation	106 867	107 295
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	0	0	Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	0	0
Produits financiers	1 054	674	Charges financières	15 179	12 703
Produits exceptionnels	5 636	409	Charges exceptionnelles	31	191
			Participation des salariés	121	209
			Impôt sur les bénéfices	1 587	2 394
			Résultat de l'exercice	5 824	4 585

L'exercice 2011 se caractérise par une hausse du résultat net après deux années de stabilité (4,3 M€ en 2009, 4,6 M€ en 2010) et une poursuite de l'effort important d'entretien du patrimoine de la SGIM engagé depuis 2010 et qui devrait se poursuivre jusqu'en 2014.

Activité

La SGIM assure une activité de construction, de réhabilitation et de gestion d'immeubles en tant que bailleur social.

La SGIM intervient également dans le cadre de mandats de maîtrise d'ouvrage.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
106,2 M€

TOTAL DU BILAN
823,5 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS
12 710

EFFECTIF
258 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La SGIM a livré 147 logements conventionnés et prévoit la livraison de 272 logements en 2012 et de 386 logements en 2013. En dehors des logements sociaux familiaux, la SGIM a également produit une résidence médicalisée pour personnes âgées, un foyer de travailleurs, des ateliers d'artistes et une crèche. Dans le même temps, la SGIM a poursuivi une politique active d'entretien de son patrimoine et achevé la mise aux normes de son parc d'ascenseurs. Toutes ces opérations sont dans la mesure du possible, conformes au Plan Climat de la Ville de Paris et aux règles d'accessibilité liées au handicap et au vieillissement. La SGIM a ainsi été lauréate de l'appel à projets Développement durable de l'ADEME pour deux opérations de réhabilitation Plan Climat dans le 5^e et le 20^e arrondissement. La SGIM poursuit son engagement dans l'opération de requalification urbaine d'un groupe d'immeubles du 13^e arrondissement, qui devrait se poursuivre jusqu'en 2021. Enfin, la SGIM a poursuivi la délocalisation de ses antennes de gestion à proximité du parc géré, pour mieux répondre aux besoins des locataires, avec l'inauguration des antennes sud et ouest.



7 logements sociaux et 1 local d'activité
22-24 boulevard Masséna, Paris 13^e.

Adresse :

13 avenue de la Porte-d'Italie
TSA 61371
75621 Paris Cedex 13
Tél. : 01 77 75 11 00

Site :

www.rivp.fr

Date de création :

1923

Capital :

33 784 400 €

Président :

Pierre Aidenbaum

Directeur général :

Serge Contat

Statut :

Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :

construction, gestion et entretien d'immeubles.
Aménagement de zones d'habitation et rénovation de secteurs urbains.
Réalisation de toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant à l'objet social ou toutes exploitations pour des tiers.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	361 728	378 027	Ressources propres et quasi-fonds propres	1 243 552	1 188 177
Immobilisations corporelles	3 440 971	3 262 731	Ressources d'emprunts	2 843 708	2 842 699
Immobilisations financières	10 348	10 339	Total des capitaux permanents	4 087 260	4 030 876
Total actif immobilisé net	3 813 047	3 651 097	Dettes d'exploitation et divers	196 967	182 046
Stocks nets	18 610	12 111	Total des dettes d'exploitation et à court terme	196 967	182 046
Actifs d'exploitation et actifs divers	317 218	375 423	Produits constatés d'avance	20 539	18 260
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	127 548	159 018	Total passif	4 304 766	4 231 182
Total actif circulant net	463 376	546 552			
Charges à répartir	28 343	33 533			
Total actif	4 304 766	4 231 182			

➤ La hausse significative des immobilisations corporelles (+178 M€) témoigne de la forte activité de production de logements de la société. Il faut noter que malgré cet effort de production, l'endettement de la RIVP reste stable, car ces investissements ont été en partie financés par la mobilisation de subventions et de la trésorerie de la société.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	572 475	559 252	Charges d'exploitation	480 682	460 669
Produits financiers	3 656	2 169	Charges financières	86 431	81 553
Produits exceptionnels	26 913	127	Charges exceptionnelles	30 519	386
			Participation des salariés	1 296	1 677
			Impôt sur les bénéfices	8 416	7 687
			Résultat mandant	-10 428	-5 544
			Résultat de l'exercice	6 128	15 120

➤ En 2011, le résultat net de la société (6,1 M€) est fortement impacté par la résiliation des conventions de gestion. Hors éléments exceptionnels liés à cette résiliation, il atteindrait 14,7 M€ et serait en ligne avec le résultat 2010.

Activité

La RIVP assure la construction, l'entretien et la gestion locative de programmes immobiliers, principalement dans le domaine du logement social, pour le compte de la Ville de Paris et de l'Assistance publique. Elle assure également la réalisation d'équipements publics en mandat de maîtrise d'ouvrage. La société réalise en outre les travaux d'entretien et d'amélioration de son patrimoine. Au 31 décembre 2011, le patrimoine géré par la SEM s'élève à 50 214 logements familiaux, 4 672 logements-foyers, 35 013 emplacements de stationnement et 2 339 locaux d'activités, commerces et bureaux. Il se situe principalement à Paris (91 % des habitations contre 9 % dans 5 départements franciliens).

- 1923** Création en vue de l'exécution de la convention du 29 septembre 1923 passée avec la Ville pour la construction, sur l'emplacement des fortifications, d'immeubles à loyers modérés.
- 1954-1957** "Ceinture verte" ; construction et gestion de 1 050 logements.
- 1972 et suivantes** Début d'une série de conventions de réhabilitation d'immeubles municipaux.
- 1975** Refonte globale du dispositif conventionnel antérieur.
- 1979** Adoption d'un nouveau cadre conventionnel pour les opérations futures.
- 1980** Convention pour les locaux d'activités.
- 1983-1984** Maîtrise d'ouvrage du Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB).
- 2000** Modifications de l'actionariat privé de la SEM ; mise en place d'un cadre conventionnel à économie de redevance avec la Ville de Paris.
- 2006** Apport par la SAGI d'une branche complète et autonome d'activité (domaine conventionnel de gestion de logements aidés de la Ville de Paris avec effet au 31 décembre 2006). La Ville de Paris devient actionnaire majoritaire de la société avec 79,54 % du capital social.
- 2007** Fusion absorption des filiales SIG et NEY puis de la filiale Société de gérance Jeanne d'Arc (SGJA).
- 2008** Résiliation des conventions de gestion en provenance de la SGJA suite à sa fusion absorption par la RIVP.
- 2010** Engagement d'un grand projet de renouvellement urbain sur le quartier Saint-Blaise (20^e arrondissement).

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES

493 M€

TOTAL DU BILAN

4 305 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS

54 886

EFFECTIF

1 107 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

2011 est le dernier exercice sous régime conventionnel avec la Ville de Paris. Ce régime prévoyait que la Ville assurait l'équilibre des opérations et en percevait soit le bénéfice, soit une redevance annuelle. Ce dispositif étant

devenu juridiquement obsolète, les conventions ont été résiliées. La RIVP est désormais entièrement responsable de l'équilibre de ses opérations et perçoit l'intégralité des résultats de son activité.

La RIVP a livré 878 logements (comprenant 499 logements familiaux, deux centres d'hébergement d'urgence, une résidence étudiante et trois résidences sociales) et conventionné à l'APL 832 logements supplémentaires.

Elle a également livré trois pépinières d'entreprises, une crèche, un lycée, ainsi qu'un programme mixte réunissant des logements sociaux, une école et un théâtre. Toutes ces nouvelles réalisations répondent aux objectifs du Plan Climat de la Ville de Paris.



Sur la ZAC Paris Rive Gauche à Paris 13^e, la mixité du programme M9C s'étend de la rue du Chevaleret à la rue des Grands-Moulins permettant la cohabitation d'un théâtre, d'une école élémentaire et primaire et de 66 logements sociaux. LAN architecture

Adresse :

29 boulevard Bourdon
75004 Paris
Tél. : 01 42 77 20 20

Site :

www.siem.fr

Date de création :

1956

Capital :

1 350 000 €

Président :

Romain Levy

Directrice générale :

Sylviane Léger

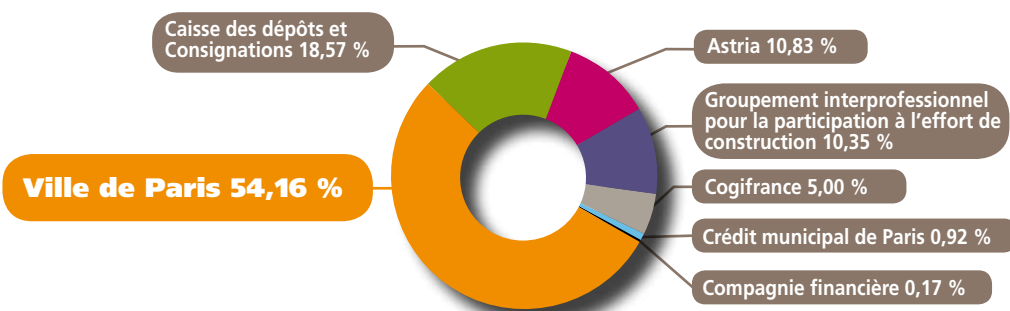
Statut :

Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :

construction et gestion de logements

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	50 281	46 499	Ressources propres et quasi-fonds propres	449 598	373 844
Immobilisations corporelles	627 651	565 440	Ressources d'emprunts	400 479	364 109
Immobilisations financières	4 118	5 448	Total des capitaux permanents	850 077	737 953
Total actif immobilisé net	682 050	617 387	Dettes d'exploitation et divers	37 978	33 361
Stocks nets	6 347	324 654	Autres dettes	32 841	28 876
Actifs d'exploitation et actifs divers	232 720	175 734	Total des dettes d'exploitation et à court terme	70 819	62 237
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	6 354	14 931	Produits constatés d'avance	8 371	334 650
Charges constatées d'avance	935	1 024	Total passif	929 267	1 134 840
Total actif circulant net	246 356	516 343			
Charges à répartir	861	1 110			
Total actif	929 267	1 134 840			

La baisse du bilan résulte de la fin de la Convention publique d'aménagement (CPA) pour la résorption de l'insalubrité. La hausse des immobilisations nettes traduit toutefois la poursuite de l'activité de production de logements.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	148 049	274 460	Charges d'exploitation	136 653	266 982
Produits financiers	51	139	Charges financières	10 263	7 115
Produits exceptionnels	163	742	Charges exceptionnelles	595	437
			Participation des salariés	122	91
			Impôt sur les bénéfices	297	228
			Résultat de l'exercice	332	488

La baisse considérable des produits et charges d'exploitation est due à la fin de la CPA insalubrité. Le résultat net est en baisse par rapport à l'exercice 2010, mais dans la ligne de l'exercice 2009 (366 K€).

Activité

La SIEMP est un bailleur social qui gère au 31 décembre 2011 : 10 133 logements, le cap symbolique des 10 000 logements ayant été franchi cette année, 344 locaux commerciaux ainsi que 5 375 emplacements de stationnement répartis sur 234 programmes dans Paris intra-muros et 9 en banlieue.

Avec la fin de la CPA de lutte contre l'insalubrité le 31 décembre 2010, elle s'est recentrée sur son activité de bailleur social et notamment sur la construction et la réhabilitation de logements sociaux.

1950 Donation à la Ville de Paris par le comte de Bendor de terrains situés à La Celle-Saint-Cloud (domaine de Beauregard).

1955 Convention du 3 octobre portant sur le domaine de Beauregard.

Création pour une durée de 50 ans de la Société immobilière d'économie mixte du domaine de Beauregard, en partenariat avec la Société immobilière du domaine de Beauregard pour la réalisation d'une première tranche de 1 500 logements.

1959 Adoption de la dénomination sociale actuelle (Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris) et extension des missions (nouveaux programmes).

1999 Conventionnement sans travaux de l'ensemble immobilier « Croix Blanche » à Vigneux-sur-Seine (1 555 logements conventionnés APL).

2002 Signature de la Convention publique d'aménagement (CPA) par laquelle la SIEMP devient un opérateur majeur de la politique municipale de résorption de l'habitat insalubre. Mise en œuvre de la mission de mobilisation du parc de logements vacants confiée à la SIEMP par la Ville de Paris dans le cadre d'un contrat de prestations intégrées.

2003 Mise en conformité des statuts de la société avec les dispositions de la loi NRE et de la loi du 2 janvier 2002. Dissociation des fonctions de président de conseil d'administration et de directeur général.

2007 Désignation de la SIEMP pour la mise en œuvre de l'Opération programmée d'amélioration des hôtels meublés (Opahm).

2008 Fin de la mission de mobilisation du parc de logements vacants.

2010 Fin de la CPA insalubrité.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES

86 M€

TOTAL DU BILAN

929 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS

10 133

EFFECTIF

235 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

2011 confirme le fort développement de l'activité de la SIEMP, avec la livraison de 324 logements et 41 commerces.

En outre, 18 chantiers ont débuté et 16 opérations ont été agréées. Cette tendance devrait se poursuivre, le plan

de charge de la SIEMP s'élevant fin 2011 à 2 622 opérations agréées. Toutes ces opérations intègrent des performances environnementales et énergétiques respectant les objectifs du Plan Climat.

Par ailleurs, la SIEMP contribue au dispositif « Louez solidaire et sans risque », permettant d'accompagner vers un relogement définitif des familles hébergées en structures hôtelières au titre de l'aide sociale à l'enfance. Au 31/12/2011, 34 logements sont loués dans ce cadre.

Elle conduit à son terme la Mission hôtels meublés à Paris (Opahm) dont l'objectif a été d'accompagner et d'encourager la réalisation des travaux de mise aux normes de sécurité et de confort des hôtels, avec des aides financières de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat et de la Ville de Paris. Fin 2011, 326 chambres ont été réalisées, dont 182 conventionnées au profit de populations. Dans le Val-de-Marne, où la SIEMP exerce une mission comparable dans le cadre d'une Mous, 13 hôtels ont engagé leurs travaux fin 2011.



Rue Bouchardon, Paris 10e, 11 logements sociaux.

Adresse :

3-11 rue Louise-Thuliez,
75019 Paris
Tél. : 01 53 36 34 34

Site :

www.semidep.fr

Date de création :

1956, le caractère interdépartemental ayant été acquis en 1972

Capital :

1 000 000 €

Présidente :

Hélène Bidard

Directeur général :

Danièle Hivernaud
(jusqu'à mars 2012)
Olivier Leblanc
(depuis mars 2012)

Directrice générale déléguée :

Danièle Hivernaud
(depuis mars 2012)

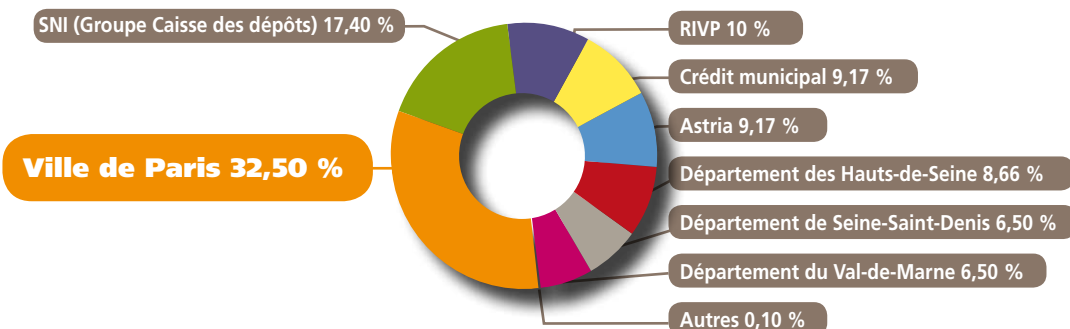
Statut :

Société anonyme d'économie mixte immobilière locale

Objet social :

gestion, construction, réhabilitation d'immeubles locatifs

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	24 937	24 571	Ressources propres et quasi-fonds propres	99 710	90 326
Immobilisations corporelles	230 597	222 502	Ressources d'emprunts	212 158	194 823
Immobilisations financières	135	134	Total des capitaux permanents	311 868	285 149
Total actif immobilisé net	255 669	247 207	Dettes d'exploitation et divers	11 327	15 379
Stocks nets	85	85	Autres dettes	8 865	8 244
Actifs d'exploitation et actifs divers	65 728	57 307	Total des dettes d'exploitation et à court terme	20 192	23 623
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	20 158	12 361	Produits constatés d'avance	10 981	10 014
Total actif circulant net	85 971	69 753	Total passif	343 041	318 786
Charges à répartir	1 401	1 826			
Total actif	343 041	318 786			

Les principales variations des postes de l'actif immobilisé, avec une hausse globale de 3,4 %, résultent de l'activité de maîtrise d'ouvrage de la société (production de résidences pour étudiants et jeunes travailleurs ainsi que de logements familiaux).

L'accroissement de 9 % de l'endettement en 2011 est essentiellement dû à la souscription de lignes de trésorerie pour les opérations menées par la SEMIDEP, notamment celle de Bondy-Noue-Caillet, dont le transfert à l'Office de Seine-Saint-Denis est prévu pour 2012.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	52 415	49 309	Charges d'exploitation	47 212	45 471
Produits financiers	161	77	Charges financières	4 602	3 731
Produits exceptionnels	870	344	Charges exceptionnelles	1 274	273
			Intéressement	69	69
			Impôts sur les bénéfices	11	16
			Résultat de l'exercice	278	171

Le résultat net de 2011 de la société (278 K€) provient de la gestion du patrimoine propre de la SEMIDEP mais surtout des rémunérations perçues au titre de ses activités de maîtrise d'ouvrage et de gestion pour le compte des collectivités.

L'augmentation des charges sur l'exercice 2011 (+7,3 %) est principalement due à la hausse des provisions pour travaux.

Activité

L'activité de la SEMIDEP se situe presque exclusivement dans la sphère sociale et consiste en la construction, la restructuration, la réhabilitation d'équipements (écoles, maisons pour personnes âgées, foyers, centres de loisirs ou d'aide par le travail) ou de logements sociaux ou aidés (PLA, PLS, PLI) pour le compte des collectivités locales qui lui confient également par la suite la gestion de ces locaux.

La SEMIDEP présente la particularité d'être une société d'économie mixte à vocation interdépartementale. Son capital, comme ses instances dirigeantes, prennent en compte ce caractère interdépartemental qui correspond à son secteur géographique d'intervention. Celui-ci comporte outre la Ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de l'Essonne.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES

40,1 M€

TOTAL DU BILAN

343 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS

6 425*

EFFECTIF

107

*Dont 3 469 sous conventions ou baux avec la Ville de Paris.



Opération de la rue de Toul, Paris 12^e.

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

En 2011, la SEMIDEP a maintenu son activité de production de logements sociaux avec la livraison de 55 logements familiaux et de 62 logements pour étudiants.

La SEMIDEP a également continué à améliorer son patrimoine, notamment dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain à Bondy, ainsi qu'aux Pavillons-sous-Bois.

En octobre 2011, le Conseil général de Seine-Saint-Denis a décidé de ne pas renouveler le bail du patrimoine de Bondy-Noue-Caillet, représentant 9 % du patrimoine total de la SEMIDEP, au-delà de son échéance, en mai 2012. Cette réduction du périmètre d'activité de la SEMIDEP a conduit ses actionnaires à engager une réflexion sur les perspectives de la société et à envisager un rapprochement avec un autre bailleur de la Ville de Paris

2010

Mai : immatriculation de la société Soreqa.
Juillet : signature de la concession d'aménagement avec la Ville de Paris pour une durée de 5 ans.
Décembre : signature de la concession d'aménagement avec la Communauté d'agglomération Plaine Commune pour une durée de 6 ans.

Adresse :
29 boulevard Bourdon
75004 Paris
Tél. : 01 49 96 24 50 ou 25 90

Site : www.soreqa.fr

Date de création :
2010

Capital : 150 000 €

Président :
Romain Levy

Directrice générale :
Sylviane Léger

Directrice :
Céline Brodovitch

Statut :
Société publique locale
d'aménagement (SPLA)

Objet social :
opérations d'aménagement au
sens du Code de l'urbanisme
pour le compte exclusif des
collectivités actionnaires.

Composition du capital



Bilan simplifié (en euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations corporelles	42 066	26 325	Capitaux propres	151 052	150 422
Immobilisations financières	12 825	-	Provisions pour risques et charges	79 353	29 824
Total actif immobilisé net	54 891	26 325	Dettes	4 518 368	671 694
Encours de concessions d'aménagement	14 620 273	2 955 239	Produits constatés d'avance	12 654 518	2 303 647
Créances	2 630 335	153 992	Total passif	17 403 291	3 155 587
Trésorerie (VMP, disponibilités)	93 519	-			
Charges constatées d'avances	4 273	20 031			
Total actif circulant net	17 348 400	3 129 262			
Total actif	17 403 291	3 155 587			

Le bilan de la Soreqa est constitué essentiellement des encours de concessions d'aménagement à l'actif, financés par les subventions déjà reçues inscrites au passif et par un montant de dettes, encore limité mais croissant au fil des acquisitions d'immeubles dégradés.

Compte de résultat simplifié (en euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	18 855 085	3 484 031	Charges d'exploitation	18 846 533	3 480 350
Produits financiers	213	440	Charges financières	170	104
Produits exceptionnels	2	-	Charges exceptionnelles	774	1
			Impôt sur les bénéfices	7 193	3 594
			Résultat de l'exercice	630	422

Compte tenu du secteur d'activité de la Soreqa, son compte de résultat est fortement déterminé par les flux relatifs aux deux conventions publiques d'aménagement qui lui ont été confiées par la Ville de Paris et la Communauté d'agglomération de Plaine Commune. Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 5,3 M€, ce qui lui permet de couvrir ses charges et d'atteindre un résultat net équilibré (+ 630 €).

Activité

La Société de requalification des quartiers anciens (Soreqa) est un opérateur global de traitement de l'habitat dégradé. Elle intervient aussi bien sur des parcelles privées destinées à le rester que sur des parcelles publiques ou vouées à une maîtrise foncière publique en raison de leur dégradation. Elle dispose de compétences et d'un savoir-faire qui lui permettent de conduire l'ensemble des étapes de l'action de résorption de l'habitat dégradé : acquisition foncière, gestion intercalaire, actions d'aménagement, relogement des occupants et accompagnement des actions d'amélioration des immeubles privés dégradés.



Opération du 8 rue Labat, Paris 18e.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
5,3 M€

TOTAL DU BILAN
17,4 M€

EFFECTIF
17

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'année 2011 se caractérise par le démarrage progressif de la mission de lutte contre l'insalubrité confiée par Plaine Commune à la SPLA en décembre 2010. Celle-ci porte sur 48 parcelles dans les secteurs Brise-Echalas et Quartier Résistance de Saint-Denis. La mise en route de la mission a consisté principalement en des acquisitions auprès de la ville de Saint-Denis et de Plaine Commune, la préparation de procédures d'expropriation, la réalisation d'études et l'entrée en négociation avec les propriétaires privés. Parallèlement, la Soreqa a poursuivi en 2011 les missions opérationnelles relatives à la concession parisienne. Deux avenants successifs au traité de concession ont élargi le périmètre de l'opération parisienne à 51 parcelles. Le potentiel de nouveaux logements sociaux est passé de 460 à 690 unités pour cette opération. Par ailleurs, la ville de Montreuil et la Communauté d'agglomération Plaine Commune ont manifesté leur souhait d'entrer au capital de la Soreqa pour lui confier des missions de résorption de l'insalubrité sur leur territoire, réaffirmant ainsi la vocation régionale de la SPLA.

HISTORIQUE

1958 Création de la Compagnie foncière du 15^e arrondissement, transformée en 1961 en société d'économie mixte d'aménagement, la SEMEA 15.

1984 Création de la Société de construction et de gestion du secteur des Halles (SCGH) qui reprend les activités de gestion locative de la SEMAH (aménageur du Forum des Halles). La SCGH changera plusieurs fois de dénomination pour s'appeler enfin SEM Paris Centre (2003).

2000 Élargissement de l'objet social de la SEMEA 15 aux activités de gestion d'équipements et de services publics.

2006 Le Conseil de Paris décide de maintenir définitivement dans le patrimoine de la SEMEA 15 l'ouvrage dalle du Front de Seine.

2007 La SEMPARISEINE est issue de la fusion-absorption de la SEM Paris Centre par la SEMEA 15.

2008 Transfert de l'activité de gestion immobilière et de construction de logements sociaux à la SGIM.

2009 La SEMPARISEINE est désignée mandataire de la Ville de Paris pour la mise en œuvre du projet de réaménagement des Halles.



Opération de construction au 139-141 rue Castagnary, Paris 15^e.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
10,41 M€

TOTAL DU BILAN
516,9 M€

EFFECTIF
70 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Dans le cadre du réaménagement des Halles, les travaux de démolition des pavillons Willerval et de réalisation de la cité de chantier se sont poursuivis en 2011, les principaux marchés de travaux pour la construction de la Canopée et les restructurations verticales ont été attribués, et les appels d'offres pour les travaux à engager en 2012 ont été lancés.

La rénovation de l'ouvrage dalle du Front de Seine se poursuit, avec l'engagement des travaux pour les îlots Véga et Antarès, et l'attribution du marché pour les îlots Centaure et Verseau.

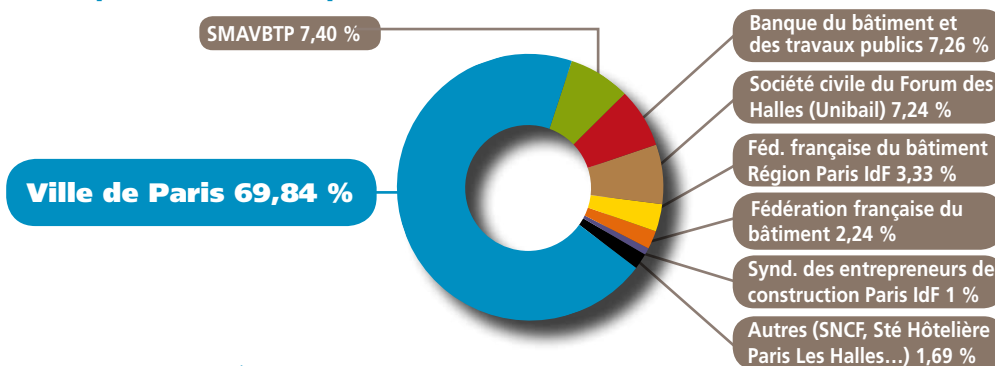
Les 4 opérations d'aménagement (Boucicaut 2, Beaujon, Porte de Gentilly et Lourmel-Église) se déroulent conformément au calendrier.

En matière d'activité de construction, à noter la livraison des logements et des équipements de petite enfance du 139-141 rue Castagnary (15^e).



Réaménagement des Halles : démolition des pavillons Willerval, Paris 15^e.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	295	308	Ressources propres et quasi-fonds propres	22 805	28 245
Immobilisations corporelles	23 100	27 716	Provisions pour risques et charges	2 416	3 794
Immobilisations financières	350	286	Ressources d'emprunts		
Total actif immobilisé net	23 745	28 311	Total des capitaux permanents	25 221	32 039
Stocks nets	90 184	16 029	Dettes financières à moins d'un an	3 154	3 169
Actifs d'exploitation et actifs divers	200 078	201 098	Dettes d'exploitation et divers	464 733	386 774
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	202 876	200 951	Total des dettes d'exploitation et à court terme	467 887	389 944
Total actif circulant net	493 138	418 078	Produits constatés d'avance	23 775	24 405
Charges à répartir	0	0	Total passif	516 883	446 388
Total actif	516 883	446 388			

Le total du bilan atteint 516,9 M€, en augmentation de 70,5 M€ par rapport à 2010. Cette évolution est essentiellement liée à l'accroissement du stock de concessions d'aménagement avec l'acquisition du terrain de la ZAC Boucicaut phase 2.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	86 970	15 346	Charges d'exploitation	95 635	14 603
Produits financiers	837	541	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	2 844	47	Charges exceptionnelles	360	165
Solde des opérations en commun	-96	126	Impôt sur les bénéfices		182
			Participations des salariés		
			Résultat de l'exercice	-5 440	1 110

Les résultats de la SEM enregistrent un résultat négatif à -5,4 M€ qui résulte de la modification du schéma comptable utilisé pour les travaux de rénovation de l'ouvrage dalle du Front de Seine. Les actifs apportant un bénéfice économique restent immobilisés tandis que les actifs qui permettent de maintenir l'accès de la dalle au public ont été sortis des immobilisations pour être dépréciés (exercices antérieurs à 2011) ou sont considérés comme des charges (à partir de l'exercice 2011). La solidité financière de la société n'est pour autant pas affectée, compte tenu du niveau important de ses fonds propres (22,8 M€).

Adresse :
2 rue Jean-Lantier
75001 Paris
Tél. : 01 44 88 84 00

Site : www.sempariseine.fr

Date de création :
La SEMPARISEINE est issue de la fusion, en 2007, de la SEMEA 15 et de la SEM Paris Centre, sociétés créées respectivement en 1958 et 1984

Capital : 320 576 €

Présidente :
Seybah Dagoma

Vice-président :
Claude Dargent

Direction générale :
Directeur général :
Claude Pralraud
Directeur général délégué :
Dominique Hucher

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :
aménagement, construction et réhabilitation, gestion d'ouvrages

Adresse :

7 avenue de la République
75011 Paris
Tél. : 01 43 45 98 98

Site : www.semaest.fr

Date de création :
1983

Capital : 2 960 000 €

Président : Philippe Ducloux

Directeur général :

Jean-Paul Albertini
(depuis le 12 juillet 2012,
fonction assurée par JC Vaury)

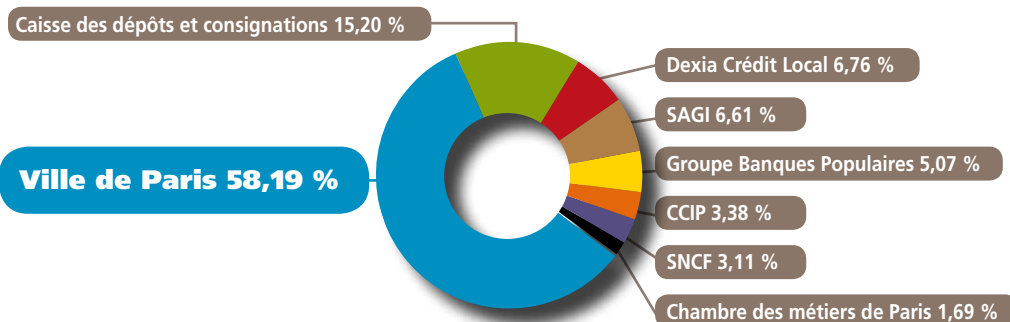
Statut :

Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :

études et réalisations
d'opérations d'aménagement et
de développement économique.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	194	25	Capitaux propres	14 243	13 715
Immobilisations corporelles	3 218	1 011	Provisions pour risques et charges (aménagement)	4 585	596
Immobilisations financières	123	123	Ressources d'emprunts et dettes assimilées	81 473	96 385
Total actif immobilisé net	3 535	1 159	<i>Dont dépôts de garantie locataires</i>	<i>1 235</i>	<i>1 147</i>
Stocks nets	63 921	70 093	Total des capitaux permanents	100 301	110 696
Actifs d'exploitation et actifs divers	11 707	9 306	Dettes d'exploitation et divers (dont résultat intermédiaire provisoire)	69 721	199 282
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	105 993	229 580	Dettes financières à court terme	15 134	160
Total actif circulant net	181 621	308 979	Total des dettes d'exploitation et à court terme	84 855	199 442
Total actif	185 156	310 138	Total passif	185 156	310 138

Les capitaux propres de la SEM s'établissent à 4,4 M€ (hors subvention destinée au financement du réaménagement de la cour de l'Industrie), en progression de 0,5 M€ par rapport à l'exercice précédent du fait du bénéfice enregistré en 2011. Cette situation nette est suffisante au regard de l'endettement actuel de la société, très limité et constitué essentiellement de dépôts de garantie. La trésorerie propre de la SEM s'élève à 6,7 M€ (hors disponibilités provenant de la subvention pour le réaménagement de la cour de l'Industrie), en nette augmentation par rapport à 2010.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	26 021	21 396	Charges d'exploitation	25 863	21 209
Produits financiers	693	322	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	39	11	Charges exceptionnelles	1	0
			Intéressement des salariés	96	86
			Impôt sur les sociétés	265	132
Total des produits	26 753	21 729	Total des charges	26 225	21 427
			Résultat de l'exercice	528	302

Ce compte de résultat simplifié de la SEMAEST retrace l'activité de la société pour son compte propre et celle des opérations d'aménagement qu'elle mène pour la Ville. Toutefois, les produits et charges relatifs aux opérations d'aménagement n'ont pas d'impact sur le résultat net de la société. Sur l'exercice 2011, les produits d'exploitation de la SEM ont connu une augmentation de 22 % par rapport à 2010, en raison des cessions de locaux réalisées sur l'opération Vital'Quartier, du dynamisme du secteur « développement économique », à l'origine de 70 % des produits de la société, et de la progression du secteur « aménagement » résultant du démarrage de l'opération Cardeurs-Vitruve. Les charges d'exploitation ont également progressé de 22 %, essentiellement en raison d'une provision pour charges à venir sur la ZAC Pajol. Grâce à une forte progression du résultat financier, le résultat net de la société s'établit à 0,5 M€ (contre 0,3 M€ en 2010).

Activité

La SEMAEST a pour vocation de répondre aux besoins d'aménagement de la Ville de Paris. À ce titre, elle mène depuis sa création des opérations d'envergure (ZAC Chalons, ZAC Bercy, Viaduc des Arts, ZAC Pajol, etc).

Parallèlement, elle assure la maîtrise d'ouvrage déléguée de nombreux équipements publics pour le compte de la Ville de Paris et de la région Île-de-France (parcs de stationnement, lycées, crèches, équipements sportifs et culturels).

Depuis 2004, la SEM intervient en outre en matière de développement économique, favorisant, à travers les opérations Vital'Quartier 1 et 2, la diversité commerciale de certains secteurs de la capitale.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES

19,9 M€

TOTAL DU BILAN

185 M€

EFFECTIF MOYEN

49 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

En matière de développement économique, l'année 2011 a notamment été marquée par l'attribution d'un bail emphytéotique de 25 ans pour la gestion de 83 locaux commerciaux appartenant à la Ville de Paris et la préparation de la vente des locaux de Vital'Quartier 1, en vue de rembourser les avances consenties par la Ville dans le cadre de cette opération.

En matière d'aménagement urbain, l'exercice a été marqué par le lancement des travaux de la future rue du Clos, destinée à désenclaver le quartier Saint-Blaise (20^e), et la livraison, sur la ZAC Pajol (18^e), du complexe sportif et de l'immeuble de bureaux ultravert « Green One ».

Enfin, la SEMAEST a poursuivi ses missions de maître d'ouvrage délégué dans le secteur de la construction/réhabilitation, notamment pour le compte de la région Île-de-France.



La halle Pajol en construction à côté de l'immeuble Green One livré début 2012, Paris 18^e.

Adresse :

69-71 rue du Chevaleret
75013 Paris
Tél. : 01 44 06 20 00

Site :

www.semapa.fr

Date de création :

Création de la Société d'économie mixte d'aménagement de Paris en 1985, transformation en SPLA, Société d'études, de maîtrise d'ouvrage et d'aménagement Parisienne, au 1^{er} trimestre 2012.

Capital : 472 287 €

Président :

Jérôme Coumet

Directeur général :

Jean-François Gueullette

Statut :

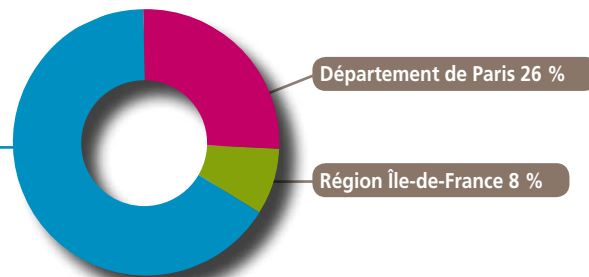
Société publique locale d'aménagement

Objet social :

études et réalisation d'opérations d'aménagement

Composition du capital

Ville de Paris 66 %



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	40	24	Ressources propres et quasi-fonds propres	21 953	20 799
Immobilisations corporelles	3 812	3 784	Ressources d'emprunts et dettes assimilées	184 250	95 209
Immobilisations financières	533	533	Total des capitaux permanents	206 203	116 008
Total actif immobilisé net	4 385	4 341	Dettes financières à moins d'un an	25 276	24 793
Stocks nets	207 658	267 887	Dettes d'exploitation et divers	344 898	346 383
Actifs d'exploitation et actifs divers	312 501	184 260	Total des dettes d'exploitation et à court terme	370 174	371 176
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	51 833	30 696	Total passif	576 376	487 184
Total actif circulant net	571 992	482 843			
Total actif	576 376	487 184			

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	173 883	176 125	Charges d'exploitation	174 832	176 380
Produits financiers	0	191	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	603	2 445	Charges exceptionnelles	272	1 761
			Impôt sur les bénéfices	0	0
			Participation des salariés	95	88
			Résultat de l'exercice	-713	532

Les comptes 2011 reflètent la poursuite de la phase de production de charges foncières pour l'opération Paris Rive Gauche ainsi qu'un niveau de cessions important. Dans l'attente de l'encaissement d'une partie des recettes liées à ces ventes, le niveau des créances clients a fortement augmenté, ce qui a généré un besoin accru de financement externe. Le compte de résultat enregistre pour sa part un déficit lié principalement à un provisionnement pour risque fiscal.

QU'EST-CE QU'UNE SPLA ?

Une SPLA est une société anonyme par actions à capital entièrement public (l'actionariat est exclusivement composé de collectivités territoriales et/ou de groupements de collectivités territoriales) dont l'activité est limitée aux missions que lui confient les collectivités actionnaires, sur leur territoire, et s'exerce sous leur contrôle étroit. Ce caractère public justifie une relation dite « in house » entre la SPLA et chacune de ses collectivités actionnaires, ce qui leur permet de nouer directement des contrats. La Ville de Paris et la Région Île-de-France ont donc considéré qu'une SPLA était l'outil le mieux adapté à la spécificité et aux contraintes intrinsèques de la poursuite du projet d'aménagement de l'opération Paris Rive Gauche.

Activité

La SEMAPA a un rôle d'aménageur dans les opérations que lui confie la Ville de Paris.

Outre l'opération Paris Rive Gauche, la SEMAPA réalise l'aménagement du secteur de la Gare de Rungis, du site des Olympiades et l'opération Joseph Bédier-Porte d'Ivry.

La SEMAPA développe enfin une activité de mandat de maîtrise d'ouvrage, étroitement liée à la réalisation des opérations d'urbanisme en cours.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
226 M€

TOTAL DU BILAN
577 M€

EFFECTIF
67 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La poursuite de l'opération de la **ZAC Paris Rive Gauche** a conduit le Conseil de Paris en décembre 2011 à approuver la transformation de la SEM en société publique locale d'aménagement (SPLA). En effet, l'évolution très significative du programme sur le secteur Bruneseau nécessite la modification de la ZAC et du contrat de concession. Afin d'assurer dans les meilleures conditions la continuité opérationnelle et la sécurité juridique de l'opération, la SPLA est apparue comme l'outil le mieux adapté.

À l'issue de la transformation du statut juridique de la SEMAPA, réalisée début 2012, la société est détenue exclusivement par la Ville de Paris, le Département et la Région Île-de-France.

Les **autres opérations d'aménagement, Gare de Rungis, Olympiades-Stadium élargi et Joseph Bédier**, poursuivent leur rythme d'avancement suivant les prévisions.



Logements, école et théâtre.



Pôle des langues et civilisations.

Adresse :
Parc Pont-de-Flandre,
bât. O26, 11 rue de Cambrai
75019 Paris
Tél. : 01 53 26 87 00

Courriel :
semavip@semavip.fr

Site : www.semavip.fr

Date de création : 1985

Capital : 6 807 753 €

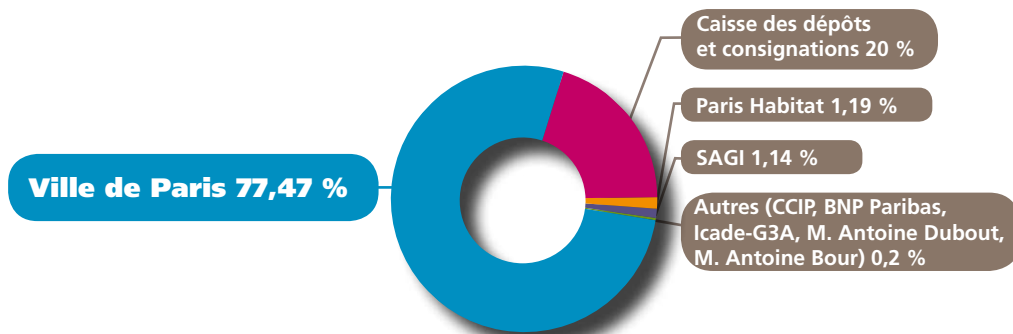
Président :
Roger Madec

Directrice générale :
Marie-Anne Belin

Statut :
Société anonyme d'économie
mixte locale

Objet social :
études et réalisations
d'opérations d'aménagement

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	12	24	Ressources propres et quasi-fonds propres	1 499	9 820
Immobilisations corporelles	153	162	Provisions pour risques et charges	31 811	18 132
Immobilisations financières	398	735	Ressources d'emprunts et avances Ville	30 463	30 415
Total actif immobilisé net	563	920	Total des capitaux permanents	63 773	58 368
Stocks nets	61 609	63 168	Dettes d'exploitation et divers	22 191	39 228
Créances clients et autres créances	28 788	22 423	Produits constatés d'avance	84 799	96 375
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	78 494	103 031	Total des dettes d'exploitation et comptes de régularisation	106 990	135 603
Charges constatées d'avance	1 308	4 429	Total passif	170 763	193 971
Total actif circulant net	170 200	193 050			
Total actif	170 763	193 971			

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	59 678	68 954	Charges d'exploitation	59 444	69 033
Produits financiers	78	22	Charges financières	8 634	4 997
Produits exceptionnels	0	3 380	Charges exceptionnelles	0	235
			Impôt sur les bénéfices		-150
			Résultat de l'exercice	-8 321	-1 758

Le chiffre d'affaires de la SEMAVIP atteint 27,6 M€, en retrait par rapport au niveau particulièrement important atteint en 2010 (114,3 M€). Ceci traduit l'amorce de nouveaux cycles opérationnels pour la SEM. Par ailleurs, les pertes enregistrées sur sa filiale, la SAS Paris Nord-Est, ont conduit la SEMAVIP à enregistrer, dans ses comptes 2010 et 2011 des charges financières correspondant à sa quote-part du résultat de la SAS (5 M€ en 2010 et 8,6 M€ en 2011). Le déficit cumulé porte les fonds propres de la SEM à 1,5 M€, soit un niveau inférieur à son capital social. Aussi, le capital de la SEMAVIP fait l'objet d'une augmentation en 2012.

Activité

La SEMAVIP intervient sur tous les quartiers nord et est de Paris. Elle conduit et réalise des grandes opérations d'aménagement dans le cadre de ZAC (Claude Bernard, Porte Pouchet) mais aussi des opérations plus spécifiques comme le remodelage du quartier Château Rouge ou d'Ourcq-Jaurès. Elle est certifiée ISO 14001 pour son activité d'aménageur depuis 2006.

La SEMAVIP assure également des missions de prestations de service, en particulier pour le compte de la SAS Paris Nord-Est afin de restructurer l'entrepôt Macdonald.

La SEMAVIP est également certifiée ISO 9001 depuis 2001 pour son activité de maîtrise d'ouvrage de bâtiments.

Enfin, elle développe des projets producteurs d'énergies renouvelables à Paris (photovoltaïque) au travers de sa filiale SOLARVIP, et en premier lieu sur Clichy-Batignolles (17°).

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
27,6 M€

TOTAL DU BILAN
170,7 M€

EFFECTIF
39 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'année 2011 a été marquée par la mise en œuvre du plan de développement de la SEMAVIP avec les nouvelles opérations Paul Meurice et Gaston Tessier, de nombreux chantiers de construction et d'aménagement urbain et une commercialisation soutenue de charges foncières, directement par la SEMAVIP (45 M€), ou au travers de la SAS Paris Nord-Est (128 M€).

L'activité de la SEM s'est traduite notamment par les premières livraisons sur la ZAC Claude Bernard, l'achèvement de l'aménagement urbain de la porte des Lilas. 2011 a aussi été une année de chantiers avec le suivi de plus d'une quarantaine d'immeubles en construction hors Macdonald, la démolition de 7 immeubles insalubres dans le quartier Château-Rouge, et le levage de l'emblématique immeuble-pont de l'entrepôt Macdonald.

En 2011, les chantiers du quartier Claude Bernard-Macdonald ont battu leur plein avec la livraison des immeubles de la ZAC Claude Bernard et les travaux d'infrastructure de l'entrepôt Macdonald.



Adresse :

7 rue Henri-Rochefort
75017 Paris
Tél. : 01 75 77 35 00

Courriel :

contact@parisbatignolles.fr

Site :

http://clichy-batignolles.fr/
paris-batignolles-amenagement

Date de création :

Mai 2010

Capital : 6 000 000 €

Présidente :

Anne Hidalgo

Directeur général :

Didier Bailly

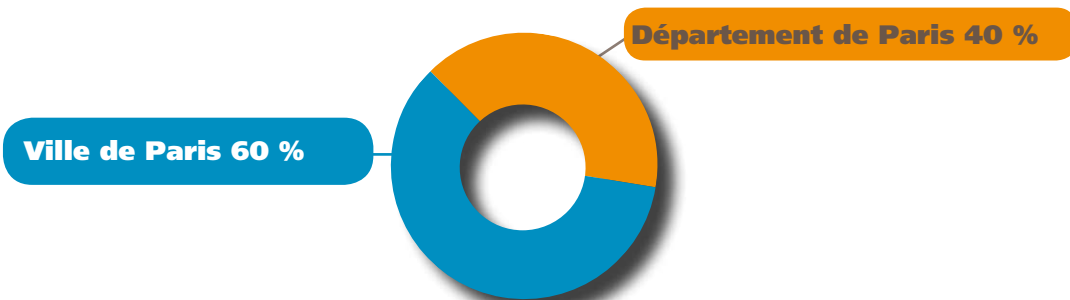
Statut :

Société publique locale
d'aménagement

Objet social :

opérations d'aménagement
pour le compte des collectivités
actionnaires, dans le périmètre
du projet urbain du secteur
Clichy-Batignolles (17^e).

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	PASSIF	2011
Immobilisations incorporelles	168	Ressources propres et quasi fonds propres	6 008
Immobilisations corporelles	89	Provisions pour risques et charges	
Immobilisations financières	45	Ressources d'emprunt	239 648
Total actif immobilisé net	302	Total des capitaux permanents	245 656
Stocks nets	367 835	Dettes financières à moins d'un an	
Actifs d'exploitation et actifs divers	8 327	Dettes d'exploitation et divers	126 207
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	38 867	Total des dettes d'exploitation et à court terme	126 207
Total actif circulant net	415 029	Produits constatés d'avance	43 523
Charges constatées d'avance	54	TOTAL ACTIF	415 385
TOTAL ACTIF	415 385		

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	CHARGES	2011
Produits d'exploitation	383 368	Charges d'exploitation	383 422
Produits financiers	28	Charges financières	0
Produits exceptionnels	2 416	Charges exceptionnelles	2 377
		Impôt sur les bénéfices	5
		Participation des salariés	
		Résultat de l'exercice	7

Les comptes 2011 de la SPLA reflètent la phase de production des charges foncières sur la ZAC Clichy-Batignolles. Cette phase se caractérise notamment par la poursuite de la mobilisation des financements contractés tant pour l'acquisition des charges foncières que pour le financement des travaux. Le résultat exceptionnel est lié à la régularisation du cadre contractuel de la ZAC Clichy-Batignolles et à la signature de la nouvelle concession d'aménagement (en produit, l'indemnité de résiliation de la concession précédente ; en charge, la valeur non amortie du prix de cession). Le résultat de l'exercice de la société est équilibré avec un résultat net de 7 K€.

Activité

Paris Batignolles Aménagement est aménageur du projet Clichy-Batignolles. À ce titre la SPLA est garante des ambitions du projet en termes de qualité urbaine, architecturale et environnementale. Dans le cadre de sa mission, elle mène les études préalables, acquiert le foncier qu'elle viabilise, réalise certains ouvrages d'infrastructures, commercialise les charges foncières, coordonne et planifie l'ensemble des intervenants. Elle organise, enfin, la concertation avec les citoyens et promeut l'opération auprès de ses partenaires.

Février 2010 Délibération actant la création de la société publique locale d'aménagement Paris Batignolles Aménagement pour conduire l'opération Clichy-Batignolles confiée en 2007 à la SEMAVIP.
Octobre 2010 Mise en place de la société et transfert des contrats des ZAC Cardinet-Chalabre et Clichy-Batignolles.
Juillet 2011 Approbation de la révision simplifiée du PLU.
Octobre 2011 Approbation de la nouvelle concession d'aménagement.
15 novembre 2011 Signature du nouveau traité de concession entre la Ville de Paris et la SPLA.
 Sur 54 ha au nord-est du 17^e arrondissement, l'opération Clichy-Batignolles développe un programme mixte de logements (dont au moins 50 % des surfaces dédiées au logement social), commerces, bureaux et équipements publics, autour d'un parc de 10 hectares. Le projet se déploie sur la ZAC Cardinet-Chalabre de 7,3 ha, créée en 2005 pour engager l'opération et livrer une première tranche du parc en 2007, et la ZAC Clichy-Batignolles, de 43 ha, créée en 2007. La décision en 2009 d'implanter la future « Cité judiciaire » conjuguée aux réflexions sur l'évolution du paysage urbain a conduit la Ville de Paris à engager une procédure de modification de la ZAC Clichy-Batignolles et de révision simplifiée du PLU entérinant, en juillet 2011, le déplafonnement à 50 m des programmes de logements en rives du parc et à 160 m pour le futur Palais de Justice de Paris. L'ensemble de ces évolutions a motivé la création, pour conduire l'opération, d'une SPLA dont le statut permet l'adaptabilité d'un projet complexe tout en garantissant la pérennité de son pilotage.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
13 M€

TOTAL DU BILAN
415,4 M€

EFFECTIF
15 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La mise en œuvre du projet s'est traduite par la poursuite des études opérationnelles, et environnementales, parmi lesquelles le projet de géothermie et l'implantation des stations Porte de Clichy et Pont Cardinet, en prolongation de la ligne 14, suite à l'approbation par le STIF. Les promesses de vente des derniers lots à l'est du parc ont été signées, et une consultation d'opérateurs a été lancée pour la commercialisation d'une première phase de 100 000 m² à l'ouest du parc. Les travaux engagés en 2010, pour couvrir le RER C et réaliser une dalle de couverture des activités ferroviaires, se sont poursuivis parallèlement aux études de maîtrise d'œuvre des espaces publics. Enfin la société a levé 85 % du financement de l'opération pour acquérir le foncier et financer les études et travaux.



Dalle de couverture des activités ferroviaires le long des voies ferrées.

Adresse :

1 rue Léon-Cladel
75002 Paris
Tél. : 01 44 82 68 00

Site :

www.saemes.fr

Date de création :

21 novembre 1979

Capital :

4 232 298 €

Président :

Yves Contassot

Directeur général :

Alain Devès

Statut :

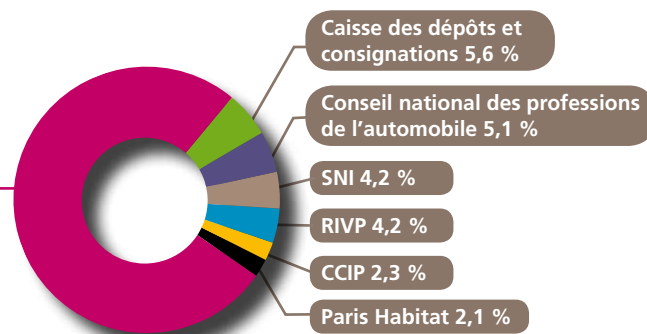
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :

l'étude, la promotion, le financement et la construction à Paris de parcs publics de stationnement et d'installations commerciales ou de toutes natures pouvant y être rattachées, ainsi que des garages existants. La commercialisation sous toutes formes, la location, l'exploitation et la gestion de ces installations ou de toutes autres installations de même nature dont la construction ou l'acquisition n'aurait pas été assurée par la société, ainsi qu'éventuellement certaines missions d'exploitation concernant le stationnement de surface sur voie publique.

Composition du capital

Ville de Paris 76,6 %



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	724	780	Ressources propres	36 655	32 994
Immobilisations corporelles	136 946	139 093	Provisions pour risques et charges	33 644	38 473
Immobilisations financières	1 332	1 630	Ressources d'emprunts	29 926	20 326
Total actif immobilisé	139 002	141 503	Total des capitaux permanents	100 225	91 793
Actifs d'exploitation et actifs divers	3 003	3 468	Dettes d'exploitation et divers	19 271	21 737
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	9 748	2 632	Produits constatés d'avance	32 257	34 073
Total actif circulant net	12 751	6 100	Total des dettes d'exploitation et du compte de régularisation	51 528	55 810
Total actif	151 753	147 603	Total passif	151 753	147 603

La situation bilancielle de la SAEMES se caractérise par un important actif immobilisé, composé essentiellement d'actifs de délégations de service public. L'augmentation des ressources d'emprunt correspond au tirage du solde de 12 M€ sur le prêt pour la construction du parc Cardinet (mis en service en décembre 2011).

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	48 778	44 765	Charges d'exploitation	45 836	42 368
Produits financiers	228	219	Résultat d'exploitation	2 942	2 397
Produits exceptionnels	796	1 391	Charges financières	746	609
Bénéfice transféré	251	214	Charges exceptionnelles	130	992
			Participation des salariés	43	0
			Impôt sur les bénéfices	890	179
			Résultat de l'exercice	2 408	2 441

Le chiffre d'affaires de l'activité de stationnement de la SAEMES s'établit à 44,1 M€ en 2011, en hausse de +9 % par rapport à 2010 notamment en raison de son développement en Île-de-France. Son chiffre d'affaires provient des parcs mixtes (35,9 M€), des parcs résidentiels en ouvrage (7 M€) et de surface (0,6 M€), ainsi que des parcs relais (0,6 M€). À périmètre constant, la progression de la fréquentation horaire est de 5,1 % dans un contexte de baisse de fréquentation des parcs de stationnement à Paris. Le résultat net est bénéficiaire de +2,4 M€, stable par rapport à l'année précédente.

Activité

La SAEMES est spécialisée dans la construction, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement pour le compte de collectivités territoriales, de sociétés privées et publiques. Elle gère au 31 décembre 2011, 61 parcs en ouvrage et 24 parcs de surface pour une capacité totale de 20 100 places environ. Elle conçoit le stationnement, dans le cadre d'un schéma global de mobilité urbaine, afin de mieux se déplacer dans un environnement urbain dans lequel la qualité de vie est préservée. Plusieurs priorités sont fixées par la SAEMES dont notamment le renforcement de l'information délivrée à l'utilisateur sur les conditions de circulation et l'environnement du parc.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES

44,1 M€

TOTAL DU BILAN

152 M€

NOMBRE DE PARCS

61

EFFECTIF

254 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La SAEMES est devenue en décembre 2011 le premier opérateur de stationnement en France certifié pour ses actions environnementales (ISO 14 001). L'année 2011 a vu l'achèvement des principales opérations de construction et de rénovation en cours (parc Val-d'Europe, parc Pyramides, parc Cardinet). La SAEMES s'est par ailleurs vu confier plusieurs contrats en Île-de-France. Si elle a rétrocédé le parc « Porte d'Auteuil », elle a conservé la concession du parc « Hôtel de Ville ». Elle a obtenu la délégation des 19 parcs de stationnement de surface de la Ville. Son périmètre d'exploitation s'est globalement accru en 2011.

Adresse :

2 à 12 rue de Bellevue
75019 Paris

Site :

www.servicesfuneraires.fr

Date de création :

24 juin 1997

Capital :

2 743 200 €

Présidente :

Marinette Bache

Directeur général :

François Michaud-Nérard

Statut :

Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :

exploiter le service des pompes funèbres des communes ou groupements de communes participant à son capital ainsi que la construction, l'exploitation et la gestion des équipements liés à ce service.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	271	622	Ressources propres et quasi-fonds propres	5 311	5 176
Immobilisations corporelles	7 256	7 875	Ressources d'emprunts	3 551	3 787
Immobilisations financières	115	112	Total des capitaux permanents	8 862	8 963
Total actif immobilisé net	7 642	8 610	Dettes d'exploitation et divers	3 483	3 364
Stocks nets	195	235	Dettes financières à court terme	256	500
Actifs d'exploitation et actifs divers	2 920	2 665	Total des dettes d'exploitation et à court terme	3 739	3 864
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	1 844	1 317	Total passif	12 601	12 827
Total actif circulant net	4 959	4 217			
Total actif	12 601	12 827			

Le bilan de la société se stabilise en 2011. Le recul des immobilisations corporelles (-620 K€), qui témoigne d'un faible montant d'investissements sur l'exercice, est compensé par une progression des disponibilités et valeurs mobilières de placement (+742 K€). L'année 2011 est également marquée par un recul de l'endettement de moyen et long terme de la société (-236 K€), dont l'autonomie financière affiche une légère progression (les ressources propres et quasi-fonds propres représentent 42 % du passif, contre 40 % en 2010).

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	14 053	13 466	Charges d'exploitation	13 274	12 820
Produits financiers	18	15	Charges financières	141	158
Produits exceptionnels	586	178	Charges exceptionnelles	631	213
			Participation des salariés	49	28
			Impôt sur les bénéfices	189	151
Total produits	14 657	13 659	Total charges	14 284	13 370
			Résultat de l'exercice	373	288

L'exercice 2011 se caractérise par une augmentation du chiffre d'affaires de la SEM (+4 %, à 13,6 M€), en raison d'une progression de l'activité des crématoriums de Champigny-sur-Marne (+13 % de chiffre d'affaires) et du Père Lachaise (+7 %).

Le résultat exceptionnel intègre les opérations concernant la remise à la Ville de 3 agences à l'échéance de la précédente convention de DSP. Ainsi, 500 K€ sont enregistrés en produits exceptionnels au titre de l'indemnité due par la Ville et 500 K€ en charges exceptionnelles du fait de la radiation de ces agences du bilan de la société.

Activité

La SAEMPF exerce, pour le compte de la Ville de Paris, le service extérieur des pompes funèbres. Elle assure à ce titre, via son réseau de 14 agences, les différentes prestations funéraires, ainsi que des missions d'intérêt général (prise en charge des convois pour les personnes sans ressources, réquisitions de police) et de prévention et traitement des situations de crise. La SAEMPF est également chargée, depuis juin 1998, de la gestion du crématorium du Père Lachaise. Outre les opérations de crémation humaine, la société assure les travaux de rénovation et de modernisation de l'équipement. Enfin, la SAEMPF s'est vue confier, en juin 2005, par le Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne, la construction et l'exploitation d'un crématorium à Champigny-sur-Marne.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES

13,4 M€

TOTAL DU BILAN

12,6 M€

NOMBRE D'AGENCES

14

EFFECTIF

119 salariés

DEUX CREMATORIUMS EN CONCESSION Père Lachaise et Champigny-sur-Marne

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La SAEMPF a réalisé 3 816 convois (soit 23 % des convois à Paris), dont 3 278 via son réseau d'agences (19,4 % en parts de marché). Le crématorium du Père Lachaise enregistre un nombre de crémations stables (5 442), alors que celui de Champigny continue sa progression, avec 1 384 crémations. La SAEMPF a conclu 437 contrats de prévoyance obsèques, et s'inscrit ici dans les niveaux d'avant crise. L'année 2011 a également vu la création de la Fondation services funéraires Ville de Paris, qui aura pour objet de développer la recherche sur la question de la mort, du deuil et des obsèques, et de subventionner les associations œuvrant dans le domaine.



L'accueil de l'agence République, Paris 11e.

Adresse :

3 rue des Arquebusiers
75003 Paris
Tél. : 01 44 61 99 65

Courriel :

contact@parisiennephotographie.fr

Site institutionnel :

www.parisiennephotographie.fr

Site grand public :

(Paris en Images) :
www.parisenimages.fr

Site commercial :

(agence Roger-Viollet) :
www.roger-viollet.fr

Date de création :

8 juillet 2005

Capital : 2 200 000 €

Présidente :

Lyné Cohen-solal

Directrice générale :

Nathalie Doury

Statut :

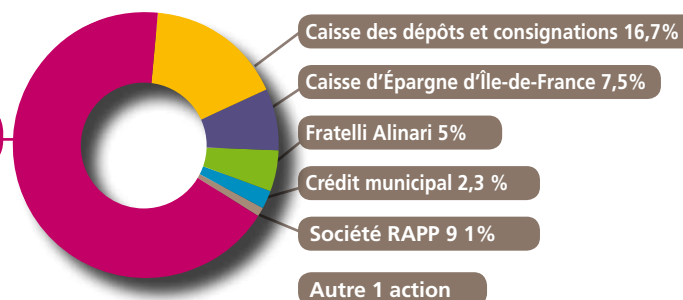
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :

préservation, conservation, gestion et valorisation de fonds photographiques, iconographiques et de tout procédé d'enregistrement et de projection de vues photographiques ou iconographiques, fixes ou non, consistant notamment en leur diffusion, leur commercialisation et leur exploitation.

Composition du capital

Ville de Paris 67,5 %



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	89	81	Ressources propres et quasi-fonds propres	1 321	1 412
Immobilisations corporelles	145	168	Ressources d'emprunts	0	0
Immobilisations financières	304	199	Total des capitaux permanents	1 321	1 412
Total actif immobilisé net	538	448	Dettes d'exploitation et divers	887	709
Stocks nets	0	0	Dettes financières à court terme	0	0
Actifs d'exploitation et actifs divers	868	964	Total des dettes d'exploitation et à court terme	888	708
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	803	708	Total passif	2 209	2 120
Total actif circulant net	1 671	1 672			
Total actif	2 209	2 120			

La valeur nette du bilan de la SEM augmente légèrement, en raison des moindres pertes enregistrées par la société sur l'exercice.

Le fonds de roulement est toujours positif (783 K€) et permet de financer le besoin en fonds de roulement en dégageant une trésorerie confortable de 803 K€, correspondant à près de 5 mois de chiffre d'affaires.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	2 134	1 888	Charges d'exploitation	2 149	2 022
Produits financiers	205	3	Charges financières	295	95
Produits exceptionnels	11	0	Charges exceptionnelles	1	0
			Participation des salariés		
			Impôt sur les bénéfices		
Total produits	2 350	1 891	Total charges	2 446	2 117
			Résultat de l'exercice	- 95	- 226

Le chiffre d'affaires de la SEM est en nette progression sur l'exercice (+17 %, à 2,1 M€), en raison de l'augmentation des participations de la Ville aux charges de service public et de la légère reprise des recettes propres de la SEM.

La reprise de l'activité se répercute en partie sur le résultat d'exploitation de la SEM, qui s'améliore nettement (+120 K€), bien que restant légèrement déficitaire (-14 K€).

Le résultat financier, qui intègre les opérations liées à la régularisation des fonds propres de l'Agence Roger-Viollet, filiale de la SEM, se stabilise à -91 K€.

Dès lors, en raison de la progression du résultat d'exploitation, le résultat net s'établit à -95 K€, en augmentation de 130 K€ par rapport à 2010.

Activité

La SAEML Parisienne de Photographie a pour objet la conservation, la gestion et la valorisation de fonds photographiques et iconographiques issu du fonds Roger-Viollet, légué à la Ville de Paris en 1985, et des collections de quinze institutions culturelles municipales (dont le musée Carnavalet, la Bibliothèque historique de la Ville de Paris ou le musée d'Art moderne). Elle assure également la diffusion, la commercialisation et l'exploitation de ces fonds à travers la numérisation des œuvres.

La Parisienne de Photographie est par ailleurs actionnaire unique de l'Agence photographique Roger-Viollet, agence de presse qui commercialise auprès des professionnels les documents photographiques et iconographiques issus du fonds Roger-Viollet et des autres collections iconographiques municipales.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES

2,1 M€

TOTAL DU BILAN

2,2 M€

EFFECTIF

27 salariés

NUMÉRISATIONS RÉALISÉES EN 2011

85 000

Fréquentation du site « Paris en Images » 950 000 visites

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'exercice 2011 a été marqué par une nette progression (+22 %) du nombre de numérisations réalisées par la SEM, sur tous ses segments d'activité (numérisation des collections Roger-Viollet, des musées et bibliothèques de la Ville, ou pour le compte de tiers).

Les actions de conservation des collections Roger-Viollet, définies avec l'Atelier de restauration et de conservation des photographies de la Ville de Paris, se sont intensifiées dans le cadre des nouvelles missions fixées par l'avenant à la convention de délégation.

Enfin, différentes expositions ont permis de mettre en valeur les fonds : des photographies issues des collections Roger-Viollet ont notamment été exposées dans le cadre des expositions « Paris sur Seine », à l'Hotel de Ville, et « Portraits pour un siècle. Gallimard. D'un écrivain l'autre », à la Galerie des bibliothèques.



Les cygnes du jardin d'Acclimatation. Paris (16^e arr.), vers 1890-1895. Vue stéréoscopique colorisée.

Adresse :

1 quai de Grenelle
75015 Paris
Tél. : 01 44 11 23 46
Fax : 01 44 11 23 90

Site institutionnel :

www.tour-eiffel.fr

Date de création :

7 avril 2005

Capital : 1 000 000 €

Président :

Jean-Bernard Bros

Directeur général :

Nicolas Lefebvre

Statut :

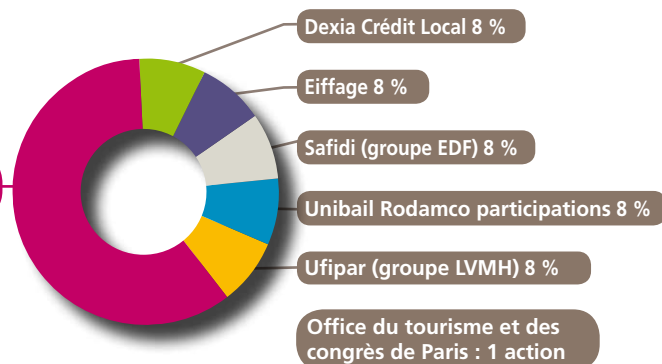
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :

exploitation de la tour Eiffel et opérations de toute nature qui s'y rattachent.

Composition du capital

Ville de Paris 59,99 %



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	219	205	Ressources propres et quasi-fonds propres	98 460	81 605
Immobilisations corporelles	69 420	60 802	Ressources d'emprunts	0	0
Immobilisations financières	124	124	Total des capitaux permanents	98 460	81 605
Total actif immobilisé net	69 762	61 131	Dettes d'exploitation et divers	22 359	17 849
Stocks nets	-	-	Dettes financières à court terme	89	117
Actifs d'exploitation et actifs divers	4 691	4 107	Total des dettes d'exploitation et à court terme	22 447	17 966
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	46 455	34 333	Total passif	120 908	99 571
Total actif circulant net	51 146	38 440			
Total actif	120 908	99 571			

La valeur du bilan en 2011 progresse de plus de 20 %, notamment grâce aux investissements réalisés sur l'exercice dans le cadre du programme contractuel (15 M€).

La structure financière de la société reste saine. Les ressources stables sont composées essentiellement des fonds propres de la société, ainsi que des provisions pour renouvellement et des amortissements de caducité constitués au titre du programme d'investissement (soit un total de 98,5 M€, en progression de 21 % par rapport à 2010). L'endettement reste nul à fin 2011.

Le niveau de trésorerie en fin d'exercice reste confortable, à plus de 46 M€.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	74 258	68 005	Charges d'exploitation	65 836	63 693
Produits financiers	689	410	Charges financières	1	4
Produits exceptionnels	174	197	Charges exceptionnelles	543	45
			Participation des salariés	857	501
			Impôt sur les bénéfices	2 936	1 630
Total produits	75 121	68 612	Total charges	70 173	65 873
			Résultat de l'exercice	4 948	2 740

La SETE affiche un chiffre d'affaires en forte progression par rapport à 2010 (+9 %) du fait de la reprise des ventes de billetterie (+10 %) et du chiffre d'affaires des sous-concessionnaires (restaurants Jules Verne et 58 Tour Eiffel et points de restauration à emporter, ainsi que les boutiques).

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 8,4 M€.

Le résultat financier affiche une nette progression (+283 K€). En revanche, le résultat exceptionnel, qui intègre en charges 400 K€ liés à un contentieux avec un ancien sous-concessionnaire, s'établit à -370 K€. La SETE affiche néanmoins en 2011 un résultat net de 4,9 M€, en très nette progression par rapport à 2010 (+ 2,2 M€).

Activité

Désignée par la Ville de Paris délégataire chargée de l'exploitation de la tour Eiffel, la SETE assure l'entretien, l'organisation des visites et l'animation du monument ainsi que le suivi des activités complémentaires (boutiques, restauration et autres services) confiées à des sous-concessionnaires. La société est également chargée de valoriser l'image de la Tour en organisant notamment des manifestations et animations sur et autour du monument. La SETE a par ailleurs engagé un programme contractuel d'investissement de près de 170 M€ sur 10 ans pour le maintien à un haut niveau de l'état et de la sécurité du monument et de ses installations et l'amélioration des conditions d'accueil des visiteurs.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
73,5 M€

TOTAL DU BILAN
121 M€

EFFECTIF MOYEN
300 salariés

NOMBRE DE VISITEURS
7,1 millions

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'année 2011 a été marquée par une fréquentation record de la Tour (7,1 millions de visiteurs, soit +6 %).

La SETE a poursuivi les travaux d'entretien et de modernisation du monument, conformément au programme



contractuel d'investissement défini avec la Ville de Paris. Les travaux de rénovation de l'ascenseur hydraulique du pilier ouest se sont ainsi poursuivis, et ont été accompagnés de réaménagements à l'intérieur du pilier, permettant notamment la création d'un nouveau point d'information et de vente aux groupes.

Le permis de construire a été obtenu pour le réaménagement du 1^{er} étage, dont les travaux ont débuté en 2012.

Enfin, la Tour a accueilli comme chaque année de nombreuses manifestations (exposition consacrée aux transformations architecturales de la Tour, patinoire animée au 1^{er} étage ou concert de Johnny Hallyday notamment).

← La patinoire du 1^{er} étage de la tour Eiffel, décembre 2011- janvier 2012

1983 La SEM nouvellement créée se voit confier la concession du nouveau Palais omnisports de Paris-Bercy® pour dix ans.

1994 Attribution d'une seconde concession d'une durée initiale de 15 ans, qui sera réduite à 10 ans le 1^{er} septembre 1999.

2004 Signature de la convention de DSP du POPB, pour une durée de 6 ans (prolongée jusqu'en 2011).

2006 Entrée de la Caisse des dépôts et consignations au capital de la SEM, à hauteur de 32 %.

2011 Signature avec la Ville de Paris de la convention de DSP pour la modernisation et l'exploitation du POPB, pour une durée de 35 ans.

Adresse :
8 boulevard de Bercy
75012 Paris
Tél. : 01 40 02 60 60

Site :
www.bercy.fr

Date de création :
11 février 1983

Capital : 953 125 €

Société à conseil d'administration depuis août 2012

Président du conseil d'administration :
Hermano Sanchez Ruivo

Directeur général
Philippe Ventadour

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :
l'exploitation du service public du Palais omnisports de Paris-Bercy

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

L'exercice comptable de la SAEPOPB est décalé par rapport à l'année civile (du 01/09/ n-1 au 31/08/ n).

ACTIF (net)	2010-11	2009-10	PASSIF	2010-11	2009-10
Immobilisations incorporelles	32	47	Ressources propres	14 976	12 393
Immobilisations corporelles	5 371	4 795	Provisions pour risques et charges	1 984	1 548
Immobilisations financières	25	15	Total des capitaux permanents	16 960	13 941
Total actif immobilisé net	5 428	4 857	Dettes d'exploitation et divers	12 389	10 834
Stocks nets	80	55	Dettes financières à court terme	500	503
Actifs d'exploitation et actifs divers	4 088	2 861	Total des dettes d'exploitation et à court terme	12 889	11 337
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	20 253	17 505	Total passif	29 849	25 278
Total actif circulant net	24 421	20 421			
Total actif	29 849	25 278			

La structure bilanciale de la SEM est saine avec des ressources stables en progression de 21 %, des dettes financières nulles - à moyen comme à long terme - et une trésorerie nette portée à 20 M€, soit plus de 10 mois de chiffre d'affaires.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010-11	2009-10	CHARGES	2010-11	2009-10
Produits d'exploitation	23 962	22 260	Charges d'exploitation	21 219	20 346
Produits financiers	208	93	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	1 267	7	Charges exceptionnelles	1 038	778
			Intéressement des salariés	250	196
			Participation des salariés	231	67
			Impôt sur les bénéfices	877	389
Total produits	25 437	22 360	Total charges	23 615	21 776
			Résultat de l'exercice	1 822	584

Les produits d'exploitation connaissent une augmentation de 8 % par rapport à la saison précédente. Les charges d'exploitation augmentent à un rythme moindre (+4 %), ce qui permet de dégager un résultat d'exploitation en nette progression (+0,83 M€, à 2,7 M€). Après prise en compte d'un résultat financier et exceptionnel en progression, le résultat net ressort bénéficiaire de 1,82 M€, en nette augmentation par rapport à l'exercice 2010, qui avait dû intégrer les dépenses liées à la candidature de la SEM à la nouvelle convention de DSP.

Activité

Depuis la signature en septembre 2011 d'une nouvelle convention de DSP entre la Ville de Paris et la SAEPOPB, celle-ci a pour objet l'exploitation et la rénovation du Palais omnisports de Paris-Bercy, équipement dont la capacité d'accueil sera portée à plus de 20 000 places.

Le Palais omnisport accueille chaque année des compétitions sportives nationales et internationales (athlétisme, basket-ball, hockey sur glace), des manifestations de sport-spectacle (karting ou supercross moto), ainsi que des représentations musicales variées (pop, rock, variété, musique symphonique ou lyrique).

La SEM développe également des opérations de valorisation économique de l'équipement telles que la location à la saison de loges disposant d'un salon de réception ou la commercialisation de prestations aux entreprises (hospitalities).

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
23,3 M€

TOTAL DU BILAN
29,8 M€

EFFECTIF
85 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Au cours de la saison, Bercy a accueilli 133 manifestations et 1,4 million de spectateurs, ce qui place la salle parisienne au 4^e rang des plus grandes arénas mondiales. Parmi les 62 événements sportifs présentés au POPB (pour un objectif contractuel fixé à 48 séances), deux compétitions majeures ressortent : les championnats d'Europe d'athlétisme en salle et les championnats du monde de judo.

L'exercice a également été marqué par la signature de la convention de DSP pour la modernisation et l'exploitation du POPB, d'une durée de 35 ans. Celle-ci prévoit une rénovation de l'équipement, qui permettra d'enrichir la programmation et d'offrir de meilleures conditions d'accueil au public. Pour éviter à Bercy d'interrompre totalement son activité durant les travaux, ceux-ci seront réalisés en deux phases (février-septembre 2014, puis décembre 2014-septembre 2015).



Perspective de « Bercy Arena 2015 ».

Siège social :
Place de la Logistique
94150 Rungis
Tél. : 01 45 12 72 00

Adresse postale :
Sogaris 106
94514 Rungis Cedex

Site :
www.sogaris.fr

Date de création :
1960, sous forme de SA ;
transformation en SEM en 1975

Capital : 7 233 838 €

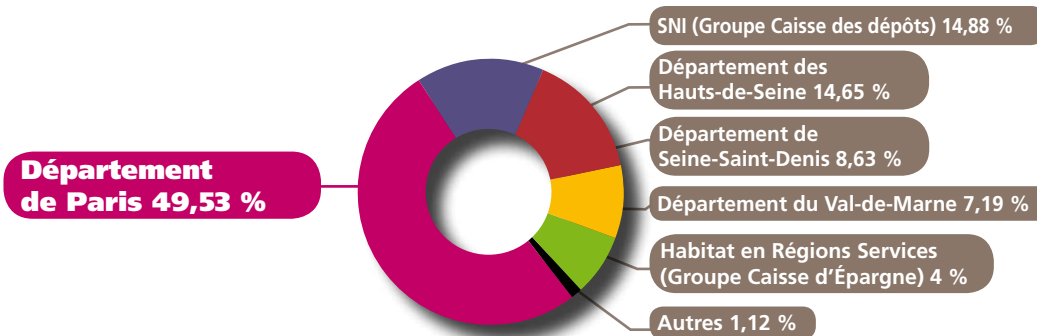
**Présidente du conseil
de surveillance :**
Mireille Flam

Membres du directoire :
Président : Jean-Louis Foessel,
Secrétaire générale :
Marie Hélène Verdier

Statut :
Société anonyme d'économie
mixte locale à directoire et
conseil de surveillance

Objet social :
- l'aménagement, la construction,
l'exploitation et la gestion de gares
routières de marchandises, de
centres ou plates-formes logistiques
de fret, de plates-formes inter, pluri
ou multimodales, de plates-formes
ou parcs d'activités logistiques, de
centre de stockage et de distribu-
tion de marchandises. Toute mission
d'intérêt général liée directement
ou indirectement aux activités de la
logistique et du transport.
- Les opérations de transport, d'entre-
posage, de commission de transport
et de commission en douane.

Composition du capital (au 31 décembre 2011)



Bilan consolidé simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	4 467	5 280	Ressources propres et quasi-fonds propres	93 548	90 962
Immobilisations corporelles	135 981	130 266	Ressources d'emprunts	62 698	70 545
Immobilisations financières	932	2 207	Total des capitaux permanents	156 246	161 507
Total actif immobilisé net	141 380	137 753	Dettes d'exploitation et divers	8 943	4 498
Stocks nets	141	4 144	Dettes financières à court terme	9 674	7 983
Créances clients et comptes rattachés	5 208	6 233	Autres dettes et comptes de régularisation	6 457	6 818
Autres créances et comptes de régularisation	6 192	4 939	Total des dettes d'exploitation et à court terme	25 074	19 299
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	28 399	27 736	Total passif	181 320	180 806
Total actif circulant net	39 940	43 053			
Total actif	181 320	180 806			

Le bilan consolidé fait apparaître une valeur d'actifs nets immobilisés en hausse du fait des investissements significatifs réalisés (17 M€). La cession du terrain de Versailles explique la variation des stocks de près de 4 M€ et a un impact positif sur la trésorerie en raison de la plus-value réalisée.

Compte de résultat consolidé simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	48 637	41 317	Charges d'exploitation	39 613	34 761
Produits financiers	585	372	Résultat d'exploitation	9 024	6 556
Produits exceptionnels	247	195	Charges financières	1 848	1 937
Reprise écart d'acquisition passif	22	21	Charges exceptionnelles	581	32
			Impôt sur les bénéfices	2 508	1 485
			Part des minoritaires	578	767
			Résultat part du Groupe	4 363	2 923

Le chiffre d'affaires consolidé 2011 s'établit à 47,9 M€, en hausse de +3 % (hors plus-value exceptionnelle) qui provient de la progression des revenus locatifs de +2 % et de la hausse de +11 % du chiffre d'affaires de Sogaris Logistique. Le taux d'occupation global s'établit à 94 %, en progression de 4 points par rapport au 31 décembre 2010. Le résultat net du Groupe s'établit à 4,4 M€, contre 2,9 M€ en 2010.

Activité

La SOGARIS est spécialisée dans la conception, l'aménagement, la commercialisation, la gestion et la maintenance en immobilier logistique. Elle a développé des plates-formes logistiques de fret multimodales à Bayonne, Roissy Charles de Gaulle (air-route), Rouen vallée de Seine (mer-route), Lyon (rail-route). Elle initie de nouvelles opérations visant à l'amélioration de la distribution urbaine des marchandises à Paris et à Marseille. Elle assure la direction d'un pôle de recherche et développement dont les activités sont en particulier orientées sur la recherche d'opérations nouvelles en Europe (Luxembourg), et sur la concrétisation à Paris et les départements de la petite couronne de sa stratégie en matière de logistique urbaine.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
48 M€

TOTAL DU BILAN
181,6 M€

PATRIMOINE IMMOBILIER
51 bâtiments

EFFECTIF
65 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Dans un contexte de marché tendu malgré un rebond au second semestre 2011, le Groupe améliore sensiblement son chiffre d'affaires et son résultat net.

La construction d'un nouveau quai de messagerie ultramoderne de 5 600 m² a été lancée sur le site de Créteil, également concerné par la signature en fin d'année d'une promesse d'achat d'un ensemble logistique de 31 000 m² environ à réhabiliter.

L'exercice 2011 a vu les premières concrétisations pour la SOGARIS de sa stratégie en matière de logistique urbaine localisée aux portes des agglomérations, en zone dense et à l'échelon du quartier avec la signature de deux nouveaux projets : Chapelle internationale, dans le 18^e arrondissement de Paris et Beaugrenelle dans le 15^e.



Coupe de Beaugrenelle, Paris 15^e.

Adresse :

185 rue de Bercy
75012 Paris
Tél. : 01 44 68 68 68

Site :

www.cpcu.fr

Date de création :

1928

Capital : 27 605 120 €

Président du conseil d'administration :

Frédéric Martin

Directeur général :

Frank Demaille
(depuis le 14 juin 2012)

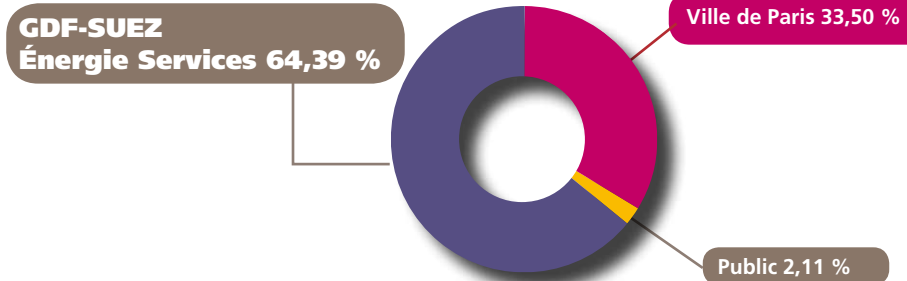
Statut :

Société anonyme d'économie mixte locale, cotée en bourse

Objet social :

production, transport, distribution et vente de chaleur et de froid à Paris et en Île-de-France ; construction, entretien et exploitation d'installations de production et de réseaux de distribution de chaleur sous forme de vapeur et d'eau chaude, ainsi que de froid dans ce même périmètre géographique.

Composition du capital



Bilan simplifié comptes consolidés (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	290 059	255 936	Ressources propres et quasi fonds propres	219 924	205 667
Immobilisations corporelles	310 446	323 594	Dont intérêts minoritaires	- 543	- 382
Immobilisations financières	35 552	30 648	Ressources d'emprunts	84 030	94 024
Total actif immobilisé net	636 176	610 178	Total des capitaux permanents	303 411	299 309
Stocks nets	28 326	18 635	Dettes d'exploitation et divers	199 513	194 879
Actifs d'exploitation et actifs divers	148 777	173 636	Dettes financières à court terme	93 887	102 841
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	3 456	0	Total des dettes d'exploitation et à court terme	293 400	297 720
Total actif circulant	180 559	192 518	Total passif	816 735	802 696
Total actif	816 735	802 696			

➤ À l'actif, les immobilisations augmentent sous l'effet des travaux réalisés dans le périmètre de la concession, notamment la canalisation le long du tramway « T3 » et la géothermie à Paris nord-est. Au passif, on note une augmentation des provisions pour travaux (inscrites en quasi-fonds propres). La variation à la baisse du besoin en fonds de roulement d'exploitation dégage de la trésorerie utilisée pour réduire l'endettement financier.

Compte de résultat simplifié comptes consolidés (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	422 282	480 908	Charges d'exploitation	383 333	432 191
Produits financiers	1 112	0	Résultat d'exploitation	38 949	48 717
Produits exceptionnels	360	0	Charges financières	6 367	6 726
Quote-part de résultat	3 010	3 125	Charges exceptionnelles	613	700
			Impôt sur les bénéfices	11 660	14 031
			Intérêts minoritaires	54	158
			Résultat de l'exercice (part du Groupe)	23 737	30 227

➤ Le chiffre d'affaires est en baisse (-12 %) et s'établit à 422 M€ en 2011 contre 481 M€ en 2010, en raison notamment de la rigueur climatique située 17 % en dessous de la moyenne des 15 dernières années. La hausse des ventes d'électricité (+7 %) ne suffit pas à compenser la baisse des ventes de chaleur. Le coût de la dette baisse en raison du remboursement d'emprunts qui allège les charges d'intérêts. Le résultat net pour 2011 s'établit à 24 M€, en baisse de -20 % par rapport à 2010.

Activité

La CPCU assure la production le transport et la distribution de chaleur sous forme de vapeur et d'eau chaude, grâce à un réseau de distribution de plus de 450 kilomètres et à 6 centrales de production. Elle utilise la quasi-totalité de la valorisation thermique des déchets urbains produite par les 3 usines du SYCTOM, qui représente certaines années jusqu'à 45 % de l'énergie distribuée sous forme de vapeur distribuée par la CPCU.

1927-1928 Attribution par le préfet de la Seine d'une concession pour la distribution de chaleur dans Paris, à l'aide de vapeur ou d'eau chaude, au moyen de canalisations sous voie publique (depuis cette concession a été prolongée jusqu'en 2024). Constitution de la CPCU.

1949 La CPCU devient une société d'économie mixte.

1991 Elyo (groupe GDF-Suez) devient actionnaire majoritaire de la CPCU.

2009 Prolongation de la concession de 7 années afin de financer la construction d'une canalisation structurante réalisée à l'occasion de la prolongation du tramway T3 par la Ville de Paris.

2009-2011 Réalisation d'un programme exceptionnel de 200 M€ d'investissements comprenant :

- la réalisation d'une canalisation de transport vapeur "T3" d'une longueur de 9,2 km qui fera le bouclage du réseau sur l'est parisien. L'opération permet la libération du terrain occupé par la chaufferie de la Villette et la réalisation de l'opération d'aménagement Ourq-Jaurès ;
- la construction d'une géothermie profonde et d'un réseau de canalisation d'eau chaude et froide destiné à alimenter en chaleur et en froid la ZAC Claude Bernard (Paris 19^e arrondissement) ;
- la mise aux normes environnementales prévue pour 2016 de la centrale charbon de St-Ouen qui permet de limiter l'impact du site sur son environnement.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
422 M€

TOTAL DU BILAN
817 M€

CLIENTS
5 403

EFFECTIF
574 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'année 2011 contraste avec la rigueur climatique de 2010. La CPCU enregistre un élargissement de sa base clientèle, avec un développement net de 36 MW en 2011.

Le niveau d'investissements s'établit à 65 M€ en 2011. Il porte notamment sur la boucle d'eau chaude St-Gervais reliée à la canalisation du tramway « T3 » et sur la géothermie destinée à alimenter la ZAC Claude Bernard (Paris 19^e) et la réduction d'émissions de poussières à St-Ouen.

La CPCU a réorganisé ses directions opérationnelles avec la Direction de l'exploitation chargée de la production et du réseau et la Direction de l'ingénierie et du développement.

Le troisième plan national d'allocation des quotas de CO₂ annoncé par le gouvernement prévoit une réduction progressive des allocations gratuites. La CPCU poursuit son effort pour intégrer les énergies renouvelables dans son bouquet énergétique.

Site de production CPCU de Bercy.



HISTORIQUE

- 1962** Création du marché d'intérêt national dans la zone de Rungis par décret du 13 juillet 1962.
- 1965** La Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS), société anonyme d'économie mixte d'État au capital d'un million de francs, est créée par décret du 27 avril 1965 afin d'aménager et gérer le marché.
- 1967** La convention liant l'État et la SEMMARIS est conclue le 23 février 1967 pour une durée de 30 ans. Elle a depuis été prolongée jusqu'en 2034.
- 1969** Le MIN de Rungis, destiné à remplacer les Halles centrales de Paris et le marché de la Villette, ouvre ses portes.
- 1973** Le MIN de Rungis accueille le secteur de la viande après la fermeture des abattoirs de la Villette.
- 1994** La SEMMARIS absorbe par fusion-absorption, la SAGAMIRIS, SEM chargée de l'aménagement des zones annexes du MIN.
- 2007** L'opération d'ouverture du capital de la SEMMARIS, initiée par l'État, s'est achevée en septembre 2007 avec l'entrée du groupe ALTAREA au capital de la société, à hauteur de 33,34 %.
- 2008** Suite à l'entrée du groupe ALTAREA au capital de la société en 2007, l'État a acquis, en 2008 des actions de la SEMMARIS auprès de divers actionnaires privés pour porter sa participation au même niveau que celui d'ALTAREA (soit 33,34 %). L'année 2008 aura été également marquée par une augmentation du capital social par incorporation de réserves de la SEM de 8,5 M€ le portant ainsi à 14,7 M€.
- 2009** La modernisation et l'électrification du terminal ferroviaire sont mises en exploitation en réponse aux besoins des opérateurs.

Adresse :
1 rue de la Tour
BP 40316
94152 Rungis Cedex
Tél. : 01 41 80 80 00

Site :
www.rungisinternational.com

Date de création :
1965

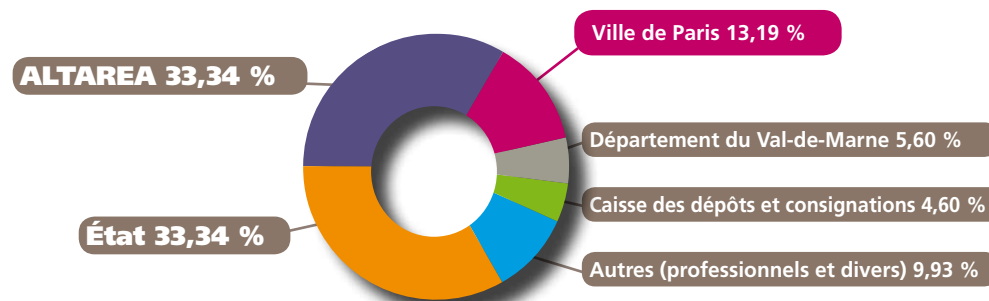
Capital : 14 696 158 €

Président directeur général :
Stéphane Layani
(depuis le 1^{er} juin 2012)

Statut :
Société anonyme d'économie mixte d'État

Objet social :
aménagement et gestion du marché d'intérêt national de la Région parisienne (créé par le décret du 13 juillet 1962)

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	202	210	Ressources propres et quasi-fonds propres	390 912	376 512
Immobilisations corporelles	391 290	385 532	Ressources d'emprunts	35 848	40 420
Immobilisations financières	12 591	13 041	Total des capitaux permanents	426 760	416 932
Total actif immobilisé net	404 083	398 784	Dettes d'exploitation et divers	53 454	57 678
Stocks nets	0	0	Dettes financières à court terme	6 355	7 118
Actifs d'exploitation et actifs divers	22 897	32 253	Total des dettes d'exploitation et à court terme	59 809	64 796
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	59 589	50 692	Total passif	486 569	481 728
Total actif circulant net	82 486	82 945			
Total actif	486 569	481 728			

► L'actif net immobilisé est en hausse en raison des investissements importants réalisés avec la fin de la restructuration du pavillon de la volaille et la reconstruction de l'entrepôt C3. La trésorerie nette des dettes financières dépasse 17 M€ en 2011.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2011	2010	CHARGES	2011	2010
Produits d'exploitation	92 675	90 298	Charges d'exploitation	80 282	78 930
Produits financiers	2 579	2 677	Résultat d'exploitation	12 393	11 368
Produits exceptionnels	8 530	4 052	Charges financières	1 736	964
			Charges exceptionnelles	7 623	2 721
			Impôt sur les bénéfices	4 343	4 379
			Participation des salariés	427	501
			Résultat net	9 374	9 532

► Le chiffre d'affaires s'établit à 91,6 M€, en hausse de 2,4 % par rapport à 2010. L'augmentation des charges provient essentiellement de la hausse des dotations aux amortissements et provisions sur les actifs du domaine concédé. Le résultat net est en très légère baisse à 9,4 M€ en 2011.

Activité

L'activité de la SEMMARIS s'exerce dans le cadre de la législation des MIN. Les MIN sont définis comme des marchés de produits agricoles et alimentaires, où s'effectuent des transactions autres que de détail, et qui sont classés MIN en raison de considérations d'intérêt public. Les MIN sont des marchés clos. Ils comprennent des emplacements concédés, ils fonctionnent sous le contrôle des autorités de l'État ou des collectivités publiques territoriales. Les principes fondateurs qui ont présidé à la mise en place du MIN de Rungis sont les suivants : assurer l'approvisionnement de la Région parisienne, et d'autres régions, en produits frais tout au long de l'année ; garantir aux productions agricoles françaises un débouché sur le marché parisien, national, voire européen ; assurer la transparence de la formation des prix ; contrôler les transactions commerciales, et donc les produits fiscaux attendus par l'État ; garantir les droits des consommateurs grâce à l'exercice des contrôles de qualité et d'hygiène en conformité avec les normes nationales et européennes.

2011

CHIFFRE D'AFFAIRES
91,6 M€

TOTAL DU BILAN
487 M€

CLIENTS
1 200 entreprises

EFFECTIF
209 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Dans un contexte économique correct puisque le PIB a augmenté de 1,7 %, l'activité des entreprises clientes du MIN de Rungis a permis à ces sociétés de conforter leur part de marché dans la distribution alimentaire.

Cependant, le marché des fruits et légumes a été fortement perturbé par la crise sanitaire provoquée par Escherichia coli en Allemagne. Celle-ci a entraîné une baisse de la consommation de certains légumes pendant plusieurs mois à partir de mai.

Pour autant, le nombre total d'entrées sur le marché a été de 6,7 millions, en augmentation de 1,7 % par rapport à 2010.

La SEMMARIS a poursuivi son développement à l'international avec la signature d'un contrat d'étude en automne 2011. Ce contrat porte sur le développement d'une plate-forme agroalimentaire à Moscou, actuellement en cours de réalisation.



Inauguration du nouveau pavillon de la volaille à Rungis.

CHIFFRES SIGNIFICATIFS EN 2011

Le chiffre d'affaires cumulé des SEM parisiennes en 2011 s'est élevé à **1 745,1** millions d'euros. Il représente l'équivalent de **25,3 %** du budget primitif de fonctionnement consolidé de la Ville et du Département de Paris (**6 889** millions d'euros).

Tableau récapitulatif

SEM	Chiffre d'affaires 2011 (en millions d'euros)	Participation de la Ville de Paris (en % du capital social)	Participation du Département de Paris (en % du capital social)	Capital social (en euros)	Effectifs au 31/12/2011
IMMOBILIÈRES					
SGIM	106,2	75,58	-	864 042	258
RIVP	493,0	79,74	-	33 784 400	1 107
SIEMP	86,0	54,16	-	1 350 000	235
SEMIDEP	40,1	32,50	-	1 000 000	107
Soreqa ⁽¹⁾	5,3	23,00	55,00	150 000	17
AMÉNAGEMENT					
SEMPARISEINE	10,4	69,84	-	320 576	70
SEMAEST	19,9	58,19	-	2 960 000	49
SEMAPA ⁽¹⁾	226,0	66,00	26,00	472 287	67
SEMAVIP	27,6	77,47	-	6 807 753	39
Paris Batignolles Aménagement ⁽¹⁾	13,0	60,00	40,00	6 000 000	15
SERVICES					
SAEMES	44,1	76,56	-	4 232 298	254
SAEMPF (SFVP)	13,4	74,00	-	2 743 200	119
SAEML Parisienne de Photographie	2,1	67,54	-	2 200 000	27
SETE	73,5	59,99	-	1 000 000	300
SAEPOPB	23,3	54,00	-	953 125	85
SOGARIS	48	-	49,53	7 233 837	65
CPCU ⁽²⁾	422,3	33,50	-	27 605 120	574
SEMMARIS - SEM d'État	91,6	13,19	-	14 696 158	209
Total	1 745,8			114 372 796	3 597

⁽¹⁾ La SEMAPA, la Soreqa et Paris Batignolles Aménagement sont des Sociétés publiques locales d'aménagement.

Le CA des SEM d'aménagement intègre les produits des opérations d'aménagement.

⁽²⁾ Le chiffre d'affaires indiqué pour la CPCU correspond à celui du Groupe.

Cette brochure a été réalisée par la Direction de l'Information et de la Communication en collaboration avec le bureau des SEM

Responsable d'édition : Astrid Graindorge
Chargée de production : Christine Marques

Coordination au bureau des SEM :
Hanaé Chauvaud de Rochefort

Conception et réalisation graphique :
Catherine Huzer - cathh75@yahoo.fr

Impression : Imprimerie Moderne de l'Est

© Crédit photos :

SGIM • Mirela Popa

RIVP • Fabrice Malzieu

SIEMP • J.C. Pattacini

SEMIDEP • Hervé Abadi

Soreqa • JC Pattacini

SEMPARISEINE • Atelier Biro (Castagnary)

et Franck Badaire photographe (Halles)

SEMAEST • Pascal Dhennequin / Mairie de Paris

SEMAPA

SEMAVIP • AIR IMAGE

Paris Batignolles Aménagement

SAEMES

SAEMPF • Grégory Mathieu

PARISIENNE DE PHOTOGRAPHIE

• Léon et Lévy / Roger-Viollet

SETE • C. Camboulines

SAEPOPB • DVVD et Azuga

SOGARIS • SAGL

CPCU

SEMMARIS

